



Assemblée générale

Soixante-seizième session

Documents officiels

Première Commission

7^e séance plénière

Mardi 12 octobre 2021, à 10 heures

New York

Président : M. Hilale (Maroc)

En l'absence du Président, M. Mohd Nasir (Malaisie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 heures.

Point 92 à 107 de l'ordre du jour (suite)

Débat général sur tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au vu des progrès réalisés dans la phase actuelle de nos travaux, nous devrions conclure notre débat général ce matin. Conformément à la décision prise hier (voir A/C.1/76/PV.6), nous passons aujourd'hui aux débats thématiques. Je voudrais donc informer les délégations de la manière dont j'entends conduire la présente séance.

Tout d'abord, la Commission entendra tous les orateurs et oratrices inscrits sur la liste pour le débat général. Puis, nous entendrons les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse aux déclarations prononcées dans le cadre du débat général. La Commission entamera ensuite la deuxième phase de ses travaux, à savoir le débat thématique. Avant la levée de la séance, les délégations auront l'occasion d'exercer leur droit de réponse aux déclarations pendant le débat thématique.

Avant de donner la parole aux délégations, je rappelle que la liste des orateurs et oratrices pour le débat thématique sera close aujourd'hui à 18 heures.

Je rappelle en outre aux délégations que je compte sur leur coopération, en particulier qu'elles respecteront le temps de parole imparti et qu'elles parleront à une vitesse raisonnable afin que les interprètes puissent faire correctement leur travail. Le texte des interventions plus longues peut être publié sur le portail eStatements.

M. Kpukumu (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter M. Omar Hilale et les autres membres du Bureau pour leur élection à la direction des travaux de la Première Commission.

La Sierra Leone s'associe à la déclaration faite par le représentant du Ghana, au nom du Groupe des États d'Afrique, et à celle prononcée par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/76/PV.2).

Le désarmement général et complet à l'échelle mondiale est l'objectif ultime auquel aspire la Sierra Leone. Selon nous, la garantie d'un multilatéralisme efficace et d'un ordre fondé sur des règles est la voie à suivre pour atteindre cet objectif ultime. Ces dernières années, le monde a été témoin d'une augmentation des dépenses militaires qui suscite la méfiance et porte à croire que les États ont renoué avec la course aux armements dans la perspective d'un engagement

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



militaire. L'augmentation des dépenses militaires et la course aux armements représentent des menaces existentielles pour la paix et la sécurité mondiales.

La Sierra Leone est résolument opposée à la reprise de la course aux armements. Elle engage tous les États Membres à faire front commun dans la lutte mondiale contre l'augmentation des dépenses militaires et la relance de la course aux armements. Toutes les économies possibles sur les dépenses militaires pourraient être affectées à d'autres domaines, en faveur du développement durable.

La Sierra Leone se déclare préoccupée par la lenteur des progrès réalisés par la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement. Cela nous préoccupe profondément. Nous invitons dès lors tous les États Membres à surmonter l'ensemble des obstacles et des difficultés qui entravent la reprise des activités de la Conférence du désarmement, afin de faire progresser les travaux de la Commission du désarmement.

La Sierra Leone se félicite de l'entrée en vigueur, en janvier, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Toutefois, nous constatons que davantage d'efforts doivent être consentis, notamment de la part des États dotés d'armes nucléaires, étant donné qu'il n'y a guère eu de progrès en matière de désarmement nucléaire. Le désarmement général et complet, qui suppose l'élimination des armes nucléaires, biologiques, chimiques et autres armes de destruction massive, est la seule voie possible pour garantir la paix et la sécurité dans le monde. C'est pourquoi la Sierra Leone se félicite de la prorogation du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques et appelle tous les États dotés d'armes nucléaires à se mobiliser, aux niveaux bilatéral et multilatéral, en faveur de l'élimination des armes nucléaires de leurs stratégies politiques et militaires. La Sierra Leone demeure attachée à la signature et à la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), et elle attend avec intérêt la dixième Conférence d'examen du TNP, prévue au début de l'année prochaine.

La Sierra Leone est pour l'utilisation de l'énergie et des technologies nucléaires à des fins pacifiques. Nous soutenons également le point de vue qui veut que tous les États se réservent le droit de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire, et ce, en mettant l'accent sur la croissance et le développement socioéconomiques. Aucun traité ne doit servir de prétexte pour empêcher le

transfert, la recherche ou le développement de l'énergie nucléaire en vue de son utilisation pacifique par des États non dotés d'armes nucléaires.

En tant que Présidente de la septième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes, la Sierra Leone a collaboré avec toutes les délégations et enregistré des progrès remarquables dans la consolidation des efforts d'élimination des armes légères et de petit calibre. Forts de notre expérience en tant que pays sortant d'un conflit, nous souscrivons pleinement à l'idée que, premièrement, le commerce illicite et la mauvaise gestion des stocks d'armes légères et de petit calibre attisent les conflits armés et sapent l'état de droit et le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ; et, deuxièmement, que pour que le Traité sur le commerce des armes soit efficace en tant qu'instrument mondial de maîtrise des armement, il faut une approche soutenue, intégrée et concertée pour résoudre les problèmes posés par le commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

Pour terminer, je tiens à –

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je suis désolé, le représentant de la Sierra Leone a épuisé son temps de parole.

M. Erdan (Israël) (*parle en anglais*) : Nous continuons d'être témoins d'une escalade inquiétante dans le domaine de la maîtrise des armements. À cet égard, le Moyen-Orient se heurte toujours à un défaut chronique de conformité avec les normes et principes en la matière. Il faut se hâter de mettre l'accent sur la mise en œuvre, le respect et la vérification des obligations des États. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) n'offre pas en soi de remède aux problèmes de sécurité particuliers que connaît la région, sans parler des violations répétées du Traité par certains de ses signataires. Quatre des cinq cas de violations graves du TNP ont eu lieu au Moyen-Orient.

Le programme nucléaire iranien a atteint un stade critique – un stade qui exige une action faisant montre d'une détermination véritable. Cela fait maintenant plus de deux ans que l'Iran enfreint ses obligations nucléaires. Ses violations concernant l'enrichissement, le stockage d'uranium métallique, la recherche et la mise au point sont désormais si vastes qu'elles vident complètement les obligations iraniennes de leur essence. L'inaction face aux avancées nucléaires de l'Iran ne fait que renforcer la détermination de ce pays à persister

dans ses violations patentes. En laissant l'Iran devenir un État nucléaire seuil, la paix mondiale est mise en péril et l'histoire du monde libre en restera souillée.

L'ampleur des violations par l'Iran de ses engagements à l'égard des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en vertu de l'accord de garanties généralisées et du protocole additionnel est si vaste que le Directeur général de l'AIEA a récemment déclaré que l'Agence ne pouvait plus maintenir la continuité des connaissances. En outre, quatre dossiers différents relatifs à des problèmes de garanties concernant des matières nucléaires non déclarées, qui font l'objet d'une enquête depuis deux ans, ne sont toujours pas résolus. L'AIEA a jugé que l'ensemble des réponses fournies par l'Iran dans le cadre de l'enquête n'étaient pas techniquement crédibles. L'Iran viole aussi depuis le début et de façon flagrante ses obligations aux termes de l'annexe B de la résolution 2231 (2015) et persiste à alimenter en missiles et en drones de pointe nombre d'organisations terroristes qui évoluent sous son influence et peuvent ainsi mener des actions de déstabilisation, une situation qui sème le chaos et menace tous les pays du Moyen-Orient, y compris Israël.

Il y a eu plusieurs cas d'emploi d'armes chimiques par des États du Moyen-Orient depuis la Deuxième Guerre mondiale, en violation du Protocole de Genève de 1925. Deux cas supplémentaires d'États Membres de la région violant la Convention sur les armes chimiques doivent à présent faire l'objet d'enquêtes approfondies.

En avril de cette année, l'Équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a publié un deuxième rapport sur l'emploi d'armes chimiques par la Syrie. Dans ce rapport, comme dans le premier rapport publié en avril 2020, la responsabilité de quatre attaques chimiques distinctes perpétrées contre des civils en 2017 et 2018 est attribuée au Gouvernement syrien, qui a adhéré à la Convention sur les armes chimiques et s'est engagé à renoncer à l'intégralité de son programme d'armes chimiques. Il est indispensable que la communauté internationale reste vigilante dans le traitement du problème du non-respect de ses obligations par la Syrie et qu'elle poursuive ses enquêtes sur les capacités et les activités de la Syrie en ce qui concerne son programme d'armes chimiques.

S'agissant du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, Israël tient à souligner son opinion de longue date selon laquelle l'instrument, auquel il ne souscrit

pas, ne crée pas de droit coutumier et ne contribue pas au développement ni n'indique l'existence d'un tel droit quant à son sujet ou à sa teneur.

Enfin, des initiatives comme la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive vont à l'encontre des directives et des principes attachés aux zones exemptes d'armes nucléaires. L'expérience d'autres régions démontre que tout cadre de sécurité régional ne peut découler que de la volonté politique mutuelle de toutes les parties régionales de collaborer les unes avec les autres, compte tenu des préoccupations de sécurité de chaque État et sur la base d'arrangements librement conclus entre tous les États concernés, comme le stipule le rapport de 1999 de la Commission du désarmement (A/54/42) dans son annexe sur les principes et directives pour la création de zones exemptes d'armes nucléaires.

M. Blanco Conde (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je tiens à féliciter M. Omar Hilale et les autres membres du Bureau pour leur élection à la présidence des travaux de la Première Commission. Nous sommes convaincus que, sous leur direction, nous obtiendrons des résultats fructueux. Ils peuvent compter sur le soutien de notre délégation dans leurs efforts.

La version intégrale de ma déclaration sera publiée sur le portail eStatements.

Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et à celle faite par le représentant du Guatemala, au nom du Système d'intégration de l'Amérique centrale (voir A/C.1/76/PV.2).

Il est de plus en plus urgent d'œuvrer de concert pour faire face aux menaces contre la paix et la sécurité internationales et aux nouveaux défis, qui sont aggravés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les travaux de la Première Commission n'en sont donc que plus importants.

Nous tenons à réaffirmer que la question du trafic des armes classiques, en particulier des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions, constitue pour nous une priorité absolue. Leur très grande disponibilité, leur accumulation excessive et leur détournement font peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales, car elles favorisent la violence armée, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre, et portent atteinte aux droits humains. À cet égard, nous sommes fermement attachés aux instruments internationaux qui appellent à lutter

contre ce fléau, notamment le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects ; l'Instrument international de traçage visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites ; et le Traité sur le commerce des armes, en tant qu'instruments destinés à lutter contre la violence armée et la criminalité organisée, qui ont gangrené le fondement des sociétés de notre région. Nous comptons sur l'universalisation de ces instruments, accompagnée de sur leur harmonisation.

Nous nous félicitons du succès de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'adoption par consensus de son document final (A/CONF.192/BMS/2021/1, annexe), dans lequel les États se sont engagés en faveur de la pleine participation des femmes aux processus de désarmement et de non-prolifération. Nous nous félicitons également du rapport du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/75/816) et du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/76/135), qui visent tous deux à fixer des règles et des normes de comportement responsable dans le cyberspace. Nous restons fidèles à notre engagement et poursuivons les efforts déployés à l'échelon national pour renforcer la sécurité de l'information et promouvoir la coopération internationale, notamment en prenant des mesures pour accroître la sécurité du cyberspace.

Nous saluons les progrès réalisés dans le domaine de la non-prolifération et de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, malgré les diverses mesures imposées par certains États qui pourraient mettre en péril ces réalisations. En revanche, le désarmement nucléaire est le pilier où les progrès ont été les plus limités ; nous pourrions même dire que la situation s'est enlisée. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires demeure la pierre angulaire du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Il exige la mise en œuvre équilibrée de ses trois piliers, sans distinction ni conditions préalables, en particulier des obligations énoncées dans son

article VI, ainsi que des recommandations résultant des Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité, qui restent en vigueur.

La République dominicaine est fière d'appartenir à la région qui a été déclarée première zone exempte d'armes nucléaires, en vertu du Traité de Tlatelolco, lequel a servi de référence pour la création d'autres zones exemptes d'armes nucléaires. Nous tenons donc à souligner combien il est important de poursuivre cette pratique dans d'autres régions, étant donné que ces zones contribuent au maintien de la paix et de la sécurité et renforcent la confiance entre les nations. À ce propos, nous nous félicitons de la tenue de la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et nous espérons que la deuxième session donnera des résultats positifs. Nous accueillons aussi avec satisfaction la prorogation du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques, ainsi que de la reprise du dialogue sur la stabilité stratégique entre les États-Unis et la Fédération de Russie.

Enfin, nous tenons à réaffirmer notre attachement au désarmement, à la non-prolifération et au renforcement des infrastructures de sécurité. Nous sommes déterminés à œuvrer dans un esprit constructif à la réalisation de ces grands objectifs et des tâches de la Première Commission.

M. Kassim (Brunéi Darussalam) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Omar Hilale et les autres membres du Bureau pour leur élection.

Nous nous associons aux déclarations faites au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et du Mouvement des pays non alignés, respectivement (voir A/C.1/76/PV.2).

Je voudrais appeler l'attention sur les cinq points suivants. Premièrement, l'élimination totale des armes nucléaires représente notre meilleur espoir de prévenir les tragédies nucléaires. En tant qu'État partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), nous sommes d'avis que l'efficacité du Traité repose sur l'engagement des États parties à mettre en œuvre les obligations qui en découlent. Il est donc essentiel que tous les États parties renouvellent leur engagement envers le TNP, et nous attendons avec intérêt la dixième Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité, prévue en 2022.

En tant que signataires du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, nous nous félicitons de son entrée en vigueur, et espérons que la première Réunion des

États parties, prévue l'année prochaine, marquera une nouvelle étape importante. En tant que partie au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, nous regrettons que celui-ci ne soit toujours pas entré en vigueur, d'autant plus que nous célébrons cette année son vingt-cinquième anniversaire. Nous invitons dès lors les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Traité dès que possible.

Deuxièmement, en tant qu'État membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), nous saluons les contributions de celle-ci à la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous avons entrepris des efforts du même ordre, notamment en proposant des services de médecine nucléaire au centre de cancérologie du Brunéi et en fournissant des traitements de médecine nucléaire aux malades. Nous avons également modifié le protocole de l'AIEA relatif aux petites quantités de matières, afin de rassurer les autorités sur le fait que les matières nucléaires présentes au Brunéi Darussalam sont limitées et utilisées uniquement à des fins pacifiques, notamment dans le secteur de la santé.

Troisièmement, nous rappelons l'importance de l'application intégrale et effective du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, dans le but de garantir la paix et la stabilité dans la région. Nous poursuivons les discussions avec les États dotés d'armes nucléaires, et continuons à intensifier les efforts déployés par toutes les parties pour régler toutes les questions en suspens, conformément aux objectifs et principes inscrits dans le Traité. Nous restons également favorables à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, et espérons que les populations qui s'y trouvent pourront vivre en paix dans une région exempte d'armes de destruction massive.

Quatrièmement, compte tenu des progrès réalisés dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC), tous les pays, grands et petits, sont exposés à l'évolution des menaces en matière de cybersécurité, lesquelles sont devenues plus complexes. Les acteurs malveillants diffusent la désinformation et sapent le principe d'un cyberspace fondé sur des règles. À cet égard, le Brunéi Darussalam renouvelle son soutien aux efforts qui sont menés pour promouvoir un comportement sûr, inclusif et responsable des États dans le cyberspace, notamment la création du nouveau Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale pour la

période 2021-2025, qui s'appuiera sur les travaux du précédent Groupe de travail à composition non limitée et du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale.

À l'échelon national, le Brunéi Darussalam a démontré son attachement à un cyberspace fondé sur des règles en créant l'agence de cybersécurité du Brunéi en 2020. Celle-ci a notamment pour mission d'accroître la sensibilisation aux cybermenaces, en particulier en ce qui concerne la protection des infrastructures d'information critiques, et de renforcer les capacités en matière d'application de la loi. L'agence a été renforcée cette année par la création d'une unité de cyberdéfense, reflet du rôle de soutien assumé par nos forces de défense et de l'approche adoptée à l'échelle de l'ensemble de l'Administration du Brunéi Darussalam. Cinquièmement, nous avons été témoins de la façon dont l'espace extra-atmosphérique est passé d'un domaine d'exploration à un domaine de commerce et de sécurité. Le Brunéi Darussalam a le plaisir d'annoncer la publication de son livre blanc sur la défense 2021, qui reconnaît notamment l'importance de l'espace et la manière dont celui-ci risque de faire l'objet d'une concurrence de plus en plus vive à mesure que la dépendance des nations à l'égard des technologies spatiales s'accroît. Ce document illustre notre engagement en faveur des utilisations pacifiques de l'espace et des efforts menés pour prévenir une course aux armements dans l'espace.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ayant bouleversé notre quotidien et continuant de mettre à mal nos structures et nos mécanismes nationaux, régionaux et mondiaux, nous devons rester prêts pour l'avenir et vigilants face à l'évolution des défis et des menaces en matière de sécurité. C'est pourquoi nous continuons d'attacher une grande importance aux travaux de la Première Commission, laquelle constitue un cadre de dialogue continu propre à renforcer notre détermination commune à consentir des efforts tournés vers l'avenir qui contribueront à l'avènement d'un monde pacifique et prospère.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'invite maintenant la Commission à visionner une déclaration préenregistrée de M. Flávio Roberto Bonzanini, Secrétaire général de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de conférence.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observatrice du Comité international de la Croix-Rouge.

M^{me} Christory (Comité international de la Croix-Rouge) (*parle en anglais*) : Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est reconnaissant de l'occasion qui lui est donnée de prendre la parole devant la Première Commission à ce stade critique des efforts multilatéraux de désarmement et du droit humanitaire international.

Compte tenu des conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires, le désarmement nucléaire demeure un impératif humanitaire urgent. L'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires envoie le message clair que tout emploi, toute menace d'emploi ou toute détention de telles armes est inacceptable sur les plans humanitaire, moral et juridique. Le CICR pense qu'il est fort douteux que les armes nucléaires puissent un jour être utilisées dans le respect du droit humanitaire international, compte tenu de leurs effets sur le corps humain et l'environnement. Le risque que des armes nucléaires soient employées ne cesse de croître, et des efforts concertés sont nécessaires de toute urgence pour réduire ce risque.

La dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) constituera une occasion exceptionnelle d'infléchir le glissement inquiétant vers une nouvelle course aux armements nucléaires, notamment en honorant les engagements pris de longue date en matière de réduction des risques. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et le TNP sont des instruments complémentaires qui se renforcent mutuellement. Nous exhortons les États à coopérer dans un esprit constructif afin de réaliser des progrès tangibles sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires, notamment à la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Le CICR est profondément préoccupé par les conséquences humanitaires du développement incontrôlé des systèmes d'armes autonomes. À l'heure actuelle, l'emploi de ces systèmes est relativement limité, mais de nouvelles tendances laissent présager une intensification de leur développement et de leur emploi, caractérisé par une supervision humaine et une capacité d'intervention et de neutralisation réduites. Le CICR recommande aux États d'adopter de nouvelles

réglementations juridiquement contraignantes pour encadrer ces systèmes d'armement, afin de garantir le maintien d'un contrôle et d'un jugement humains suffisants sur l'emploi de la force. Il conviendra dès lors d'interdire certains types de systèmes d'armes autonomes et de réglementer strictement tous les autres. Les États ont maintenant l'occasion de négocier de nouvelles règles propres à renforcer efficacement la protection des personnes touchées par les conflits armés et à contribuer à la sauvegarde de l'humanité.

La prochaine Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques est une occasion décisive que les États doivent saisir de toute urgence. Cette année marque une étape importante dans les efforts menés par la communauté internationale pour instaurer des limites à l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les États. Le CICR félicite les États pour les résultats fructueux obtenus par le Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale et le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale. Les cyberopérations menées pendant les conflits armés ne se déroulent pas dans un « vide juridique » ni une « zone grise ». Elles sont soumises aux principes et règles établis du droit international humanitaire. Nous invitons les États à approfondir leur réflexion sur la manière dont le droit international humanitaire restreint les cyberopérations pendant les conflits armés, et dans quelles circonstances.

Les engins explosifs à large rayon d'impact ne sont pas adaptés à une utilisation dans des zones peuplées. Une telle utilisation se traduit par un nombre inacceptable de victimes civiles et de destructions, tout en ayant des effets indirects considérables, notamment en perturbant les services essentiels à la survie de la population civile. Le CICR continue d'appeler les États et toutes les parties à un conflit armé à renoncer à l'emploi de ces armes dans les zones habitées. Les engins explosifs ne doivent pas être utilisés dans des zones peuplées, par principe et à titre de bonne pratique, à moins que des mesures d'atténuation suffisantes ne soient prises pour en limiter les effets à large rayon d'impact et les risques de dommages pour les civils. Nous soutenons résolument le processus diplomatique

en cours dirigé par l'Irlande en vue de l'adoption d'une déclaration politique, et nous exhortons tous les États à œuvrer de concert à cette fin.

Le CICR continue de constater les conséquences dévastatrices d'autres armes classiques, telles que les mines terrestres, les armes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre. En outre, la très grande disponibilité des armes contribue à prolonger les conflits, provoque des déplacements de population et engendre de graves violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Le CICR exhorte les États à adhérer aux instruments internationaux qui interdisent ou réglementent l'emploi d'armes classiques ou qui établissent des normes en matière de transferts responsables d'armes, notamment la Convention sur les armes à sous-munitions, la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et le Traité sur le commerce des armes, ainsi qu'à les appliquer scrupuleusement.

Enfin, le risque accru d'hostilité dans l'espace extra-atmosphérique soulève de graves préoccupations humanitaires –

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je suis désolé, l'observatrice du Comité international de la Croix-Rouge a épuisé son temps de parole.

Je donne maintenant la parole à l'Observateur de la Ligue des États arabes.

M. Abdelaziz (Ligue des États arabes) (*parle en arabe*) : La Première Commission se réunit cette année sur fond de défis majeurs d'ordre sécuritaire, sanitaire et humanitaire, lesquels exigent tous une solidarité internationale accrue et une foi renouvelée dans notre système multilatéral international, de même qu'un renforcement de sa capacité à relever ces défis. Nous devons rester déterminés à atteindre nos objectifs communs définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans d'autres plans de développement globaux établis à l'échelon régional. La mise en œuvre de ces plans exige l'instauration de la sécurité internationale dans son sens le plus large, ainsi qu'une confiance accrue dans la concrétisation des obligations internationales auxquelles nous avons souscrit dans le cadre des conventions internationales de désarmement, comme l'a souligné le Secrétaire général dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). La Ligue des États arabes continuera à soutenir l'Organisation des Nations Unies dans tous les efforts de désarmement qu'elle déploie, tant dans le domaine des armes de destruction massive et de leurs

vecteurs que dans celui des armes classiques et des armes légères et de petit calibre. Nous appuyons tous les mécanismes mis en place par l'ONU à cette fin, et nous nous efforçons d'atteindre les résultats souhaités.

La Ligue des États arabes a apporté son soutien au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et œuvré pour que tous ses membres y adhèrent en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. Nous avons également soutenu la prorogation du TNP pour une durée indéfinie, car nous sommes convaincus de son importance et de son efficacité, à condition qu'Israël adhère au Traité en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et place toutes ses installations nucléaires sous le régime de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique. À cet égard, les États parties au TNP ont adopté, en 1995, une résolution sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, qui était un des éléments clefs de la prorogation du Traité pour une durée indéfinie. La Ligue des États arabes et ses membres ont déployé des efforts inlassables en faveur de l'application de cette résolution au cours des 26 dernières années, tant dans le cadre du Traité qu'en dehors, conformément aux documents finals des Conférences d'examen du TNP de 2000 et 2010.

Tel qu'il ressort des comptes rendus de séance que, par sa décision 73/546, l'Assemblée générale a décidé de convoquer une conférence internationale sur la création de cette zone avec la participation de tous les États de la région. Cependant, Israël continue de s'opposer à tous les efforts consentis pour parvenir à l'universalité du Traité et à la mise en œuvre équilibrée de ses trois piliers. Israël a également boycotté la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, qui s'est tenue en novembre 2019, et continue malheureusement à affirmer que le problème réside dans le non-respect des dispositions du TNP, alors même qu'il n'en est toujours pas partie.

C'est pourquoi la Ligue des États arabes espère que la prochaine Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP, qui se tiendra en 2022 sous les auspices de l'ONU, intégrera dans son document final un message fort en appui à tous ces efforts. Israël doit prendre une part active aux travaux de la deuxième session de la Conférence sur le Moyen-Orient, qui se tiendra en novembre. Il doit participer de bonne foi et sans plus attendre aux négociations sur la création d'une

telle zone au Moyen-Orient. La Conférence d'examen doit également mettre l'accent sur la responsabilité particulière incombant aux trois États dépositaires qui ont présenté et adopté la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient comme partie intégrante de la prorogation du TNP pour une durée indéfinie. L'action de ces États a été soutenue par d'autres États dotés d'armes nucléaires reconnus par le Traité, et ils se sont tous engagés à garantir la mise en œuvre de cette résolution dans le cadre multilatéral international.

La Ligue des États arabes s'associe à la déclaration faite au nom du Groupe des États arabes (voir A/C.1/76/PV.2) et appuiera tous les projets de résolution et de décision qui seront déposés par les États arabes au sujet de différentes questions inscrites à l'ordre du jour de la Première Commission.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observatrice de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

M^{me} Okeke (Agence internationale de l'énergie atomique) (*parle en anglais*) : Au nom du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Mariano Grossi, je tiens à féliciter M. Omar Hilale pour son élection à la présidence de la Première Commission. Je l'assure de ce que l'Agence soutient sans réserve la Commission dans l'exécution de son mandat, qui consiste à trouver des solutions viables aux nombreux problèmes auxquels se heurte le régime international de sécurité.

En tant qu'autorité compétente à laquelle la communauté internationale a confié la tâche de vérifier le respect, par les États, de leurs obligations de non-prolifération afin de garantir l'existence de programmes nucléaires exclusivement pacifiques, l'AIEA apporte une contribution essentielle à la paix et à la sécurité internationales. Ses activités de vérification sont menées par la voie de son système de garanties, composé de mesures juridiques et techniques convenues au niveau international, ainsi que par la vérification indépendante du respect de l'engagement des États à ne pas détourner des matières nucléaires issues d'activités nucléaires pacifiques pour en faire des armes nucléaires.

Grâce à la détection précoce du détournement de matières nucléaires ou de l'utilisation abusive de la technologie nucléaire, l'AIEA dissipe le risque de prolifération nucléaire qui plane sur le monde. Fait remarquable, grâce à une planification innovante et efficace, les inspecteurs chargés des garanties de

l'AIEA sont parvenus à poursuivre leurs activités de vérification tout au long de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et ce, à un niveau de qualité identique à celui qui prévalait avant l'apparition du virus, lequel est hélas toujours bien présent. L'Agence continue également à fournir des services consultatifs et de renforcement des capacités, tout en menant des missions d'experts et d'autres travaux en rapport avec les objectifs de sûreté et de sécurité nucléaires des États.

Je constate que, à plusieurs reprises au cours du débat général, les délégations ont fait référence à l'important travail accompli par l'AIEA, non seulement dans les domaines des garanties, de la sûreté et de la sécurité nucléaires, mais aussi dans celui des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire, ainsi qu'à la manière dont l'Agence apporte un soutien irremplaçable aux États pour les aider à régler leurs problèmes en matière de développement et à s'occuper de leurs priorités en la matière, y compris pour atteindre les objectifs de développement durable. À cet égard, je voudrais faire rapidement le point sur certaines activités menées récemment.

Consciente de l'importante contribution des techniques nucléaires et dérivées à la détection des zoonoses, et forte de l'expérience acquise lors de précédentes épidémies, l'Agence a entrepris, au début de la pandémie, le plus grand projet de coopération technique de son histoire afin de fournir une assistance d'urgence à plus de 125 pays. Au moyen de ressources extrabudgétaires, l'Agence a fourni aux États qui en faisaient la demande des kits de tests à amplification en chaîne par polymérase (PCR) en temps réel et d'autres équipements de dépistage du virus, ainsi que des accessoires et des formations connexes. Ainsi, et pour prévenir de futures pandémies, l'Agence a lancé le projet d'action intégrée contre les zoonoses (ZODIAC) dès le début de la pandémie afin d'améliorer le renforcement des capacités, la formation et le soutien aux laboratoires pour lutter contre les zoonoses. À la soixante-cinquième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA, qui s'est tenue en septembre, le Directeur général a indiqué que 143 coordonnateurs nationaux pour ZODIAC et 116 laboratoires nationaux désignés pour ZODIAC étaient déjà en place. Le projet est en bonne voie.

Au-delà de la riposte face à la COVID-19, l'Agence a concentré ses efforts sur les applications nucléaires pacifiques dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi

que de la sûreté et de la sécurité. En outre, à la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2021, l'Agence soulignera le rôle des techniques nucléaires à l'appui des efforts d'atténuation et d'adaptation, à savoir l'agriculture intelligente face au climat, l'utilisation durable des terres et de l'eau et l'environnement.

Le Directeur général de l'AIEA est déterminé à instaurer l'équilibre entre les genres au sein des effectifs de l'AIEA et, plus largement, du secteur nucléaire. Au total, les femmes représentent désormais 35 % des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur de l'Agence. Il reste cependant encore beaucoup à faire. Je tiens également à évoquer le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie de l'AIEA, lancé en 2020, qui témoigne de l'attachement du Directeur général à la parité des genres.

Pour terminer, à l'heure où les États parties se préparent pour la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, je tiens à assurer les délégations que l'AIEA reste prête à jouer un rôle de soutien. Enfin, je souhaite rappeler aux délégations que l'examen annuel du point de l'ordre du jour consacré à l'AIEA aura lieu à la séance plénière de l'Assemblée générale qui se tiendra le mercredi 17 novembre. J'espère y voir toutes les délégations.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre la dernière oratrice inscrite sur la liste pour le débat général. La Commission conclut ainsi la partie de ses travaux consacrée au débat général. Cent trente-sept délégations ont fait des déclarations au cours du débat général, parmi lesquelles 33 ont été prononcées par des femmes.

Je vais à présent donner la parole aux orateurs qui ont demandé à exercer leur droit de réponse aux déclarations faites au cours du débat général. Je rappelle aux délégations que la durée de la première intervention dans l'exercice du droit de réponse est limitée à cinq minutes et celle de la seconde à trois minutes.

M. Balouji (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je me vois contraint de prendre la parole pour réfuter les allégations faites par le représentant israélien contre de mon pays. La diffusion d'accusations fausses et fabriquées de toutes pièces contre des pays de la région, en particulier la République islamique d'Iran, est depuis longtemps une pratique courante en Israël, dont le but exclusif est de dissimuler ses crimes

et sa brutalité contre le peuple palestinien innocent. Il est cependant évident qu'aucune campagne de désinformation ni aucune crise concoctée de toutes pièces ne peut dissimuler la nature criminelle du régime, sans parler des politiques expansionnistes et bellicistes menées par le régime israélien au cours des 70 dernières années.

En violation flagrante du droit international et au mépris total de toutes les résolutions de l'ONU portant sur la question, Israël continue de violer les droits fondamentaux et la dignité du peuple palestinien et des autres Arabes vivant sous son occupation. En conséquence, les Palestiniens sont privés de leurs droits et de leurs biens, expulsés par la force et soumis à la violence, à la terreur et à l'intimidation. Pendant ce temps, sous le prétexte d'« un État juif », les droits des Palestiniens à l'autodétermination sont déniés. Pire encore, dans les circonstances difficiles actuelles et alors que la communauté internationale s'efforce d'atténuer les graves effets et conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le régime israélien continue de profiter de cette période pour accélérer ses activités de peuplement illégales et ses projets d'annexion et pour consolider son occupation militaire. Dans le même temps, du fait du blocus inhumain et étouffant imposé à la bande de Gaza, la crise humanitaire continue de s'aggraver, exacerbant les souffrances de la population civile palestinienne. Au niveau régional, la poursuite de l'occupation de territoires d'autres pays par Israël et ses incursions fréquentes dans les pays de la région ont mis en péril la paix et la sécurité dans la région et au-delà. Toute l'histoire du régime israélien est caractérisée par des agressions contre ses voisins et d'autres pays du Moyen-Orient. Face à un bilan aussi sombre, les tentatives hystériques du régime israélien de s'attirer la sympathie et la faveur internationales en prétendant que c'est en fait lui qui est menacé ne sont rien d'autre que des tentatives de manipulation pour diffuser de la propagande.

Israël continue de faire fi de tous les régimes internationaux régissant les armes de destruction massive en refusant d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur les armes chimiques et à la Convention sur les armes biologiques. En outre, il continue d'entraver gravement la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, proposée par l'Iran en 1974. Le fait est que ce sont les armes nucléaires détenues par le régime israélien qui constituent la menace la plus grave pour la sécurité de tous les États du Moyen-Orient, ainsi que

pour le régime de non-prolifération. Néanmoins, Israël prétend que les capacités de l'Iran en matière d'armes classiques et son programme nucléaire au caractère exclusivement pacifique, qui est soumis à la plus stricte vérification de l'Agence internationale de l'énergie atomique, constituent des menaces pour la stabilité régionale. Ce n'est rien d'autre qu'une démarche hypocrite qui vise à détourner l'attention du danger réel qu'Israël fait peser sur la paix et la sécurité régionales, notamment par ses arsenaux d'armes nucléaires et par ses installations et activités nucléaires clandestines non soumises aux garanties

M. Dandy (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je prends la parole pour exercer notre droit de réponse à la déclaration faite par le régime israélien.

Il est assez paradoxal d'entendre le représentant du régime israélien tenir des propos fallacieux quant aux préoccupations de son régime concernant la paix et la sécurité régionales au Moyen-Orient et même dans le monde. Il est absurde de le voir prétendre s'inquiéter de l'expansion d'organisations terroristes dans la région, alors que nous savons tous les liens étroits et solides qui unissent le régime israélien aux groupes terroristes opérant dans mon pays, la Syrie. Le soutien qu'Israël apporte à divers groupes terroristes en Syrie, y compris le Front el-Nosra, qui est lié à Al-Qaida dans le Golan arabe syrien occupé, ne se limite pas à soigner ces terroristes dans les cliniques et hôpitaux israéliens et à les renvoyer en Syrie pour qu'ils y poursuivent leurs crimes. Israël fournit également un soutien logistique et militaire à ces groupes terroristes, comme en témoignent les attaques militaires récurrentes perpétrées par Israël sur les territoires syriens, dans le but d'aider ces groupes terroristes à maintenir leur contrôle sur ces zones et à poursuivre leur expansion dans mon pays.

Il est également absurde d'entendre ce représentant parler de l'engagement d'Israël en faveur de l'avènement d'un climat de sécurité dans la région, y compris en ce qui concerne le désarmement et la non-prolifération, alors que dans les faits, Israël n'est partie à aucun des accords internationaux régissant les armes de destruction massive, en particulier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Israël est le seul pays de la région qui possède de telles armes. À ce propos, je me permets de poser les questions suivantes aux membres de la Commission : quel pays poursuit actuellement la construction de huit réacteurs nucléaires de qualité militaire, prépare un abri nucléaire pour protéger ses dirigeants en cas d'une éventuelle

guerre nucléaire et se vante sans vergogne de posséder des armes nucléaires, dont des centaines de têtes nucléaires ? Quel pays déverse des déchets nucléaires dans les territoires occupés ? Quel pays occupe la quatrième place dans le commerce mondial des armes de destruction massive ? Quel pays qualifie la bande de Gaza d'entité hostile ? Quel pays occupe le territoire d'autres États et y établit des colonies de peuplement illégales ? Quel pays construit des murs de séparation et cherche à modifier l'identité des territoires du Golan syrien occupé ? Quel pays continue à violer l'espace aérien d'États souverains et à mener des attaques militaires contre ceux-ci ? Bien sûr, la réponse à toutes ces questions est : l'entité israélienne. C'est elle qui se livre à tous ces agissements. Les représentants de l'entité israélienne doivent donc cesser de fanfaronner avec leurs mensonges à répétition. Ils devraient plutôt avoir honte de répéter ainsi leur discours infâme.

Il faudrait cinq ans, et non cinq minutes, pour énumérer toutes les anomalies qui caractérisent les politiques d'Israël et de ses représentants à l'ONU. Il serait aussi nécessaire de convoquer des milliers de témoins internationaux pour qu'ils parlent des crimes commis par Israël. Il conviendrait que le Secrétariat publie le rapport sur l'assassinat du médiateur suédois pour la paix, le comte Bernadotte, par le terroriste Yitzhak Shamir, à l'hôtel King David, à Jérusalem, en 1948. Il devrait également publier les rapports de l'ONU sur les 37 massacres perpétrés par de nombreux colons israéliens durant les six premiers mois de 1948. De fait, ceux qui disaient qu'Israël avaient été créé sur un amas de crânes arabes et palestiniens avaient raison.

M. Bourgel (Israël) (*parle en anglais*) : Je voudrais répondre aux propos tenus par les représentants de l'Iran et de la Syrie concernant mon pays.

L'Iran est un des États responsables de la méfiance à l'égard de l'architecture de maîtrise des armements au Moyen-Orient. L'Iran a violé ses engagements au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de l'accord de garanties conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et a été accusé, durant les débats pléniers de la Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques à La Haye, d'avoir violé la Convention. L'Iran est l'exemple même d'un pays qui justifie la mise en place d'un régime de garanties spéciales au-delà du protocole additionnel, conçu pour les États pris en flagrant délit de tricherie à répétition. Comme nous l'avons mentionné dans notre déclaration tout à l'heure, ce principe demeure pertinent

aujourd'hui. Je tiens également à rappeler à toutes les délégations ici présentes que l'Iran est le principal parrain du terrorisme dans le monde, et le principal vecteur de la prolifération d'armes légères et de petit calibre, d'armes lourdes, de roquettes, de missiles et d'autres technologies connexes, et ce dans le seul but de promouvoir son programme radical et de déstabiliser ainsi l'ensemble de la région et au-delà.

De son côté, la Syrie n'a toujours pas répondu aux questions ouvertes que lui a posées l'AIEA concernant son programme nucléaire clandestin, en violation de ses engagements au titre du Traité sur la non-prolifération et de l'accord de garanties conclu avec l'AIEA. La Syrie autorise également l'Iran à établir des bases militaires à l'intérieur de ses frontières et permet à une organisation terroriste radicale d'agir sans entrave sur son territoire et depuis celui-ci, ce qui contribue à déstabiliser la région et à mettre en danger la sécurité de ses habitants. La Syrie utilise des armes chimiques contre sa propre population et ses citoyens, y compris des enfants et des femmes, alors même qu'elle est partie à la Convention sur les armes chimiques. De par ses agissements, la Syrie a mis sens dessus dessous la norme de non-utilisation dans le domaine des armes chimiques.

M. Dandy (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je prends la parole pour exercer mon deuxième droit de réponse suite aux propos tenus par le représentant de l'entité israélienne, qui ne semble pas au fait de l'histoire sanglante de son régime. Le régime israélien est le plus grand détenteur d'armes de destruction massive, y compris d'armes nucléaires, dans la région. En outre, ce régime a été le premier à employer des armes biologiques et chimiques au Moyen-Orient. Si le représentant du régime israélien me demandait de lui résumer les actions menées par son régime de 1948 à nos jours, je citerais la doctrine de David Ben-Gourion :

« La destruction de la communauté palestinienne en Palestine est une condition préalable à la fondation de l'État d'Israël sur ses ruines. Si nous ne pouvons pas éliminer les Palestiniens par des atrocités et des expulsions, alors nous le ferons par le génocide ».

M. Balouji (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je me vois contraint de reprendre la parole à la suite des accusations scandaleuses portées contre mon pays par le représentant du régime israélien. Je ne m'étendrai pas sur le caractère absurde de ces accusations, car elles ne méritent pas d'être prises au sérieux. Je tiens simplement à rappeler à toutes les délégations présentes

dans la salle de l'Assemblée générale aujourd'hui que le régime israélien a une fois de plus tenté de défendre l'indéfendable, et plus particulièrement les crimes les plus graves au regard du droit international, à savoir le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime d'agression.

En instrumentalisant la tribune offerte par l'Organisation des Nations Unies, Israël continue à dérouler un tissu de mensonges et à duper non seulement l'opinion publique mais aussi la communauté internationale au moyen de démonstrations grotesques dont le but est d'éviter aux dirigeants criminels de ce régime d'être jugés par des juridictions internationales. Les propos tenus par le représentant d'Israël ne sont qu'un exemple d'une série de manœuvres malveillantes qui découlent de son caractère conspirationniste. Dans la mesure où il possède des centaines d'armes nucléaires, ce régime sioniste constitue la principale menace qui pèse sur la paix et la sécurité dans le monde.

Tout ce que nous avons dit au sujet de l'entité israélienne est fondé sur des faits internationaux. Israël occupe le territoire palestinien. Depuis plus d'un demi-siècle, il tue chaque jour des Palestiniens. Il a commis 17 actes d'agression contre ses voisins et ailleurs. Tels sont les faits. Au total, le Conseil de sécurité a adopté 85 résolutions au sujet d'Israël, et Israël les a toutes rejetées. Israël refuse de s'y conformer. Qu'un tel régime soit doté d'armes nucléaires représente donc la plus grande menace possible pour la paix et la sécurité de notre région. Nous n'avons eu de cesse de le répéter. Je crois que ces faits sont clairs et qu'il est de notre devoir de les rappeler ici, à la Première Commission.

Point 92 à 107 de l'ordre du jour (*suite*)

Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution et de décision déposés au titre de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant entamer la deuxième phase de ses travaux, à savoir le débat thématique sur des sujets précis relevant des groupes de questions 1, 2, 3 et 4 et la présentation et l'examen de tous les projets de résolution et de décision déposés au titre des points de l'ordre du jour qui lui ont été renvoyés.

Je rappelle aux délégations que les groupes de questions dont la Commission est saisie aujourd'hui sont les suivants : « Armes nucléaires » ; « Autres armes de

destruction massive » ; « Espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) » ; et « Armes classiques ».

Avant de donner la parole aux délégations, je leur rappelle qu'elles doivent limiter la durée des déclarations prononcées dans le cadre du débat thématique à cinq minutes lorsqu'elles prennent la parole au nom de leur pays, et à sept minutes lorsqu'elles le font au nom de plusieurs délégations. Comme par le passé, le micro se mettra à clignoter pour rappeler aux délégations que leur temps de parole touche à sa fin, après quoi il s'éteindra automatiquement. Les délégations qui souhaitent exercer leur droit de réponse aux déclarations faites au cours de ce segment pourront le faire à la fin de la séance d'aujourd'hui, conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

M. Situmorang (Indonésie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Mouvement des pays non alignés.

Les versions écrites des déclarations que nous ferons au titre de ce groupe de questions seront disponibles en ligne.

Prenant acte de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité sont pleinement attachés à son application et attendent avec impatience la première Réunion des États parties au Traité, prévue en mars 2022. Le Mouvement des pays non alignés se déclare de nouveau préoccupé par la menace que font peser sur l'humanité la persistance des armes nucléaires et l'absence de progrès de la part des États dotés d'armes nucléaires en ce qui concerne l'élimination de leurs arsenaux. Le Mouvement est préoccupé par la poursuite de la modernisation des armes nucléaires et par la dépendance accrue à leur égard.

Les États membres du Mouvement qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) expriment leur profonde inquiétude quant à la politique menée par le Royaume-Uni en matière d'armes nucléaires, telle qu'elle est exposée dans son document de 2021 intitulé « Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy » (Examen intégré de la sécurité, de la défense, du développement et de la politique étrangère). Nous appelons tous les États dotés d'armes nucléaires à s'acquitter sans plus tarder des obligations qui leur incombent. Nous réaffirmons également que tout doit être mis en œuvre pour que la

dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP se déroule d'une manière qui favorise une issue fructueuse. Dans l'attente de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, le Mouvement des pays non alignés demande qu'Israël renonce à ses armes nucléaires, adhère au TNP et place rapidement toutes ses installations nucléaires sous les garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Le Mouvement se félicite de l'organisation de la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, ainsi que de l'adoption de son rapport final (A/CONF.236/6). Nous attendons avec intérêt la deuxième session de la Conférence, qui se tiendra en novembre. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au TNP soulignent que la résolution de 1995 et les autres décisions relatives à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive restent valables jusqu'à ce qu'une telle zone soit créée. Le Mouvement maintient que les mesures et initiatives visant à renforcer la sûreté et la sécurité nucléaires ne doivent pas servir de prétexte ni de levier pour violer les droits inaliénables des pays en développement.

L'emploi d'armes chimiques et de produits chimiques toxiques comme armes est répréhensible et va totalement à l'encontre du droit international. Ceux qui se rendent coupables d'emploi d'armes chimiques doivent répondre de leurs actes. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties à la Convention sur les armes chimiques soulignent que celle-ci est le seul traité multilatéral complet qui interdit une catégorie entière d'armes de destruction massive. Nous trouvons regrettable qu'en raison de l'absence de consensus – malgré de vastes consultations et des efforts soutenus – et de la politisation de certaines questions, il n'a pas été possible d'adopter le rapport de la quatrième Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques.

Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties à la Convention sur les armes biologiques reconnaissent que l'absence d'un système de vérification continue de saper l'efficacité de la Convention. Ils plaident en faveur de la reprise des négociations multilatérales en vue de conclure un protocole non discriminatoire et juridiquement contraignant traitant de tous les articles de la Convention.

En ce qui concerne la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, le Mouvement des pays non alignés souligne la nécessité de veiller à ce qu'aucune action entreprise par le Conseil de sécurité ne porte atteinte aux traités multilatéraux en vigueur ni aux fonctions de l'Assemblée générale. Le Mouvement rappelle que l'examen approfondi de l'état d'avancement de l'application de la résolution 1540 (2004) doit respecter strictement la Charte des Nations Unies ainsi que les instruments internationaux juridiquement contraignants pertinents.

Le Mouvement souligne l'importance de la mise en œuvre équilibrée, intégrale et effective du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. Le Mouvement se félicite du succès de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ainsi que de l'adoption de son document final (A/CONF.192/BMS/2021/1, annexe), y compris la mise en place rapide d'un programme de bourses d'études consacré à la formation dans le domaine des armes légères et de petit calibre, en particulier en faveur des pays en développement.

Le Mouvement des pays non alignés demande que soit fournie l'assistance financière, technique et humanitaire nécessaire aux opérations d'enlèvement des armes à sous-munitions non explosées. Les États membres du Mouvement des pays non alignés parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel réaffirment leur attachement à la mise en œuvre rigoureuse du Plan d'action de Maputo. Les États membres du Mouvement des pays non alignés parties au Traité sur le commerce des armes plaident en faveur d'une application équilibrée, transparente et objective du Traité.

Les États membres du Mouvement qui sont parties à la Convention sur certaines armes classiques et à ses protocoles invitent les autres États de devenir parties à la Convention et à ses protocoles. Le Mouvement est d'avis que la question des systèmes d'armes létaux autonomes devrait être examinée et débattue de manière approfondie à l'aune de leur conformité au droit international. Le Mouvement des pays non alignés reconnaît qu'en ce qui concerne la fabrication, la possession et le commerce d'armes classiques, il existe entre les États industrialisés

et les pays non alignés un déséquilibre sensible, et le Mouvement demande que les États industrialisés réduisent de manière notable la fabrication, la possession et le commerce des armes classiques afin de renforcer la paix et la sécurité tant internationales que régionales.

En ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique, le Mouvement des pays non alignés reconnaît l'intérêt commun de l'humanité tout entière et les droits souverains légitimes et inaliénables de tous les États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace à des fins exclusivement pacifiques. Les mesures volontaires de transparence et de la confiance peuvent contribuer en partie à réduire la méfiance et à renforcer la sécurité des opérations spatiales à court terme, mais elles ne peuvent pas se substituer à un instrument juridiquement contraignant. Le Mouvement réaffirme de nouveau la nécessité d'adopter une démarche multilatérale universelle, globale et non discriminatoire face à la question des missiles sous tous ses aspects, dans le cadre de négociations multilatérales menées sous les auspices de l'ONU. Toute initiative sur cette question doit prendre en compte les préoccupations de tous les États en matière de sécurité et leur droit naturel à utiliser les technologies spatiales à des fins pacifiques.

Au titre des groupes de questions 1 à 4, le Mouvement des pays non alignés déposera cette année le projet de résolution A/C.1/76/L.23, intitulé « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 ». Le Mouvement saurait gré à tous les États Membres de soutenir ce projet de résolution.

M. Aidid (Malaisie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

L'ASEAN reste préoccupée par les conséquences humanitaires catastrophiques de l'emploi d'armes nucléaires et par les risques que fait peser la persistance de ces armes. Nous sommes convaincus que l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes. L'ASEAN réaffirme qu'elle considère le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) comme la pierre angulaire de la non-prolifération et du désarmement nucléaires et d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Nous appelons tous les États parties au TNP à renouveler leur attachement à l'application pleine et effective du Traité, en particulier son article VI. Nous exhortons toutes les parties à œuvrer de bonne foi au succès de la dixième Conférence d'examen du TNP.

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, entré en vigueur le 22 janvier de cette année, dispose que chaque État partie s'engage à ne jamais, en aucune circonstance, mettre au point, mettre à l'essai, produire, fabriquer, acquérir de quelque autre manière, posséder ou stocker des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires. Il s'agit d'un accord historique qui contribue au désarmement nucléaire et complète les autres instruments en vigueur. En ce qui concerne le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'ASEAN engage les États visés à l'annexe 2 à signer et à ratifier le Traité afin de garantir son entrée en vigueur dans les meilleurs délais. L'ASEAN réaffirme sa volonté de faire en sorte que l'Asie du Sud-Est demeure une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, comme en disposent la Charte de l'ASEAN et le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, également connu sous le nom de Traité de Bangkok. L'ASEAN souligne qu'il importe de mettre en oeuvre pleinement et effectivement le Plan d'action 2018-2022 visant à renforcer l'application du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. Nous réaffirmons notre volonté de continuer à collaborer avec les États dotés d'armes nucléaires et d'intensifier les efforts déployés par toutes les parties pour régler toutes les questions en suspens, conformément aux objectifs et principes inscrits dans le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est.

L'ASEAN reste pleinement déterminée à défendre les normes contre l'existence et l'emploi d'armes chimiques, biologiques et radiologiques. Tous les États membres de l'ASEAN considèrent la Convention sur les armes biologiques comme un élément essentiel du cadre juridique international relatif aux armes de destruction massive. L'ASEAN renouvelle donc son appel en faveur de la reprise des négociations multilatérales en vue de conclure un protocole non discriminatoire et juridiquement contraignant traitant de tous les articles de la Convention de manière équilibrée et globale. L'ASEAN estime que la Convention sur les armes chimiques est un des instruments de désarmement les plus efficaces, en ce qu'elle interdit complètement une catégorie entière d'armes de destruction massive. Tous les États membres de l'ASEAN s'acquittent strictement des obligations internationales qui leur incombent en vertu de la Convention. À cet égard, l'ASEAN invite les États qui n'ont pas signé ou ratifié la Convention à le faire dans les meilleurs délais. L'ASEAN réaffirme son soutien aux efforts déployés par la communauté internationale, grâce au renforcement du dialogue et de la coopération,

pour empêcher les terroristes et d'autres acteurs non étatiques d'acquérir des armes de destruction massive et leurs vecteurs.

L'ASEAN considère que l'accès à l'espace extra-atmosphérique est un droit inaliénable de tous les États. Nous estimons que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doivent être menées à des fins exclusivement pacifiques et servir l'intérêt collectif de l'humanité tout entière. Il est donc impératif que toutes les activités spatiales soient menées dans le respect du droit international et du principe de non-appropriation de l'espace extra-atmosphérique. Étant donné qu'il incombe à tous les États de veiller à ce que l'utilisation et l'exploration de l'espace soient faites à des fins exclusivement pacifiques, l'Assemblée générale doit jouer un rôle capital en favorisant la poursuite du dialogue sur les problèmes et les défis qui se posent actuellement dans ce domaine. L'ASEAN salue les progrès considérables accomplis par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et le Bureau des affaires spatiales dans la promotion de la coopération internationale sur les utilisations pacifiques de l'espace. À l'avenir, les activités menées dans l'espace ne doivent pas rester l'apanage d'un petit groupe d'États. L'ASEAN plaide en faveur d'une expansion des programmes de renforcement des capacités, un accent particulier étant mis sur les pays en développement, afin que l'espace extra-atmosphérique soit, tant en principe que dans la pratique, un patrimoine commun de l'humanité dont tous les États peuvent profiter.

L'ASEAN est profondément préoccupée par la prolifération illicite des armes classiques dans le monde, un phénomène qui contribue à la violence, perpétue la pauvreté et porte atteinte au bien-être de l'humanité. L'ASEAN réaffirme que les accords internationaux pertinents sur les armes classiques doivent être mis en oeuvre conformément aux principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international, la responsabilité principale incombant aux États. Dans le même temps, l'ASEAN reconnaît aux États le droit souverain d'acquérir et de gérer des stocks d'armes classiques à des fins de légitime défense et de sauvegarde de la sécurité nationale.

Pour terminer, l'ASEAN réaffirme son ferme attachement à la lutte contre le commerce illicite des armes classiques, et appelle tous les États à unir leurs efforts pour mettre fin au commerce illicite sous toutes ses formes, afin de garantir notre sécurité collective et la poursuite sans entrave de notre développement.

M. Francis (Trinité-et-Tobago) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des 14 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée de nous exprimer dans le cadre des débats thématiques portant sur les groupes de questions 1 à 4.

La CARICOM s'est maintes fois déclarée profondément préoccupée par la persistance des armes à feu et des munitions illégales dans la région et par leur rôle dans la perpétration d'actes criminels et de violence. Les effets qui en découlent, notamment les pertes de vies humaines, les souffrances humaines à grande échelle, les traumatismes psychologiques et la propagation de la peur et de l'insécurité dans nos sociétés, ont gravement nui à nos efforts de développement. En conséquence, nous nous sommes attachés en priorité à faire entendre nos vues dans toutes les instances internationales qui traitent de ces questions. Nous avons exprimé notre soutien au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects ; à l'Instrument international de traçage visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites ; et au Traité sur le commerce des armes, car ils font partie des principaux instruments internationaux de maîtrise des armes légères et de petit calibre. À cet égard, nous nous félicitons du succès de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui s'est tenue il y a quelques mois.

La CARICOM estime que la huitième Réunion biennale des États, qui sera convoquée en 2022, doit faire fond sur le succès de la réunion de cette année et traiter des questions qui ont de lourdes conséquences pour les petits États insulaires en développement tels que ceux de la Communauté des Caraïbes. Nous préconisons un dialogue constructif sur ces questions importantes, notamment en ce qui concerne le renforcement du contrôle des munitions. À cet égard, la CARICOM prend acte du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus (voir A/76/324). À notre avis, les États devraient veiller à préserver la pertinence de l'Instrument international de traçage en appuyant l'élaboration d'une annexe supplémentaire qui traiterait de l'évolution récente de la fabrication, de la

technologie, de la conception et des matières utilisées dans le domaine des armes légères et de petit calibre, ainsi que des implications pour l'Instrument.

La CARICOM reste attachée à l'application effective du Traité sur le commerce des armes. Nous reconnaissons l'importance d'une adhésion universelle au Traité et demandons à tous les États Membres qui n'en sont pas encore partie de prendre les mesures nécessaires pour y adhérer.

La CARICOM saisit cette occasion pour remercier ses partenaires de développement, tels que le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'Organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité, ainsi que les Gouvernements du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne pour leur soutien dans la lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre dans notre région, dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'action visant à faciliter la mise en œuvre durable des mesures prioritaires en matière de lutte contre la prolifération illicite des armes à feu et des munitions dans les Caraïbes à l'horizon 2030 (« Roadmap for Implementing the Caribbean Priority Actions on the Illicit Proliferation of Firearms and Ammunition across the Caribbean in a Sustainable Manner by 2030 »).

Le plan d'action susmentionné consolide l'engagement politique et les actions recensées dans les mesures prioritaires en matière de lutte contre le trafic d'armes à feu dans les Caraïbes, adoptées par les dirigeants de la CARICOM en 2019. Il est également aligné sur les nombreuses décisions et stratégies régionales déjà en place et sur les engagements pertinents pris par tous les États des Caraïbes en vue de prévenir et de combattre les fléaux que sont la prolifération illicite et la violence armée. Outre la promotion de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le plan d'action vise également à renforcer les efforts déployés à l'échelon régional pour honorer les obligations internationales en la matière. Il consolide en outre les stratégies en vigueur, telles que la stratégie de la CARICOM en matière de criminalité et de sécurité, et il permet de mesurer leur efficacité en définissant des objectifs et des indicateurs conformément à des calendriers convenus.

Bien que la CARICOM soit située dans une zone exempte d'armes nucléaires, nous ne sommes pas à l'abri des conséquences de l'emploi de ces armes, qui sont les plus dangereuses au monde. À cet égard, nous

nous félicitons de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en janvier et nous la considérons comme une réalisation extraordinaire. La CARICOM se réjouit à la perspective de prendre une part constructive à la première Réunion des États parties au Traité, prévue en Autriche en mars 2022. La CARICOM se félicite de la convocation de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en janvier 2022. Fort d'une adhésion quasi universelle, le Traité joue un rôle important dans les discussions portant sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, car il a pour objectif de prévenir la prolifération des armes nucléaires et des technologies d'armement, de promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et de servir de mesure de confiance entre ses États parties.

La CARICOM réaffirme son attachement aux cadres internationaux relatifs à l'élimination des armes de destruction massive. Dans cet esprit, nous continuerons à soutenir l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dans le mandat qui lui a été confié d'éliminer définitivement et de manière vérifiable les armes chimiques. Nous réaffirmons également notre attachement à la Convention sur les armes biologiques. Nous nous félicitons des progrès réalisés dans la mise en œuvre des conventions et cadres pertinents, compte tenu en particulier des circonstances actuelles inédites et de l'évolution constante de la science et de la technologie. La CARICOM renouvelle son adhésion à la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et au Programme de désarmement, publié par le Secrétaire général.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis en évidence la nécessité d'une coopération multilatérale efficace. Nous sommes d'avis que ce même état d'esprit est nécessaire pour parvenir à l'élimination totale de toutes les armes de destruction massive. La protection des vies humaines et le maintien de la paix et de la sécurité internationales constituent le fondement de nos efforts en matière de désarmement. Des menaces transnationales et nouvelles sont susceptibles d'apparaître, et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour parer à de telles éventualités. À cet égard, nous estimons que la meilleure façon d'y parvenir consiste à –

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je suis désolé, le représentant de la Trinité-et-Tobago a épuisé son temps de parole.

Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

Mme Tolstoi (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, la République de Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie s'associent à cette déclaration, qui résume les quatre déclarations écrites de l'Union européenne sur les groupes de questions 1 à 4.

En ce qui concerne le groupe de questions 1, « Armes nucléaires », nous réaffirmons notre soutien indéfectible au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui constitue la pierre angulaire de l'architecture mondiale du désarmement et de la non-prolifération, le fondement essentiel de la quête de désarmement nucléaire, conformément à son article VI, et un élément important propre à faciliter la coopération en matière d'énergie nucléaire à des fins pacifiques. L'Union européenne réaffirme qu'il importe d'universaliser le Traité sur la non-prolifération et demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'y adhérer en qualité d'États non dotés d'armes nucléaires et, dans l'intervalle, de se conformer à ses dispositions. Le Traité n'a rien perdu de son utilité et il faut aujourd'hui plus que jamais qu'il soit pleinement appliqué. L'Union européenne réaffirme en outre son plein appui à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, ainsi que de leurs vecteurs.

S'agissant du groupe de questions 2, « Autres armes de destruction massive », l'Union européenne estime que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs continue de poser une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Bien que les régimes conventionnels internationaux et les arrangements spécifiques en matière de lutte contre la prolifération aient ralenti la propagation des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, un certain nombre d'États ont cherché ou cherchent à mettre au point de telles armes, et le risque que des terroristes se procurent ces armes, leurs matériels connexes ou leurs vecteurs reste bien réel.

L'emploi d'armes chimiques par qui que ce soit – qu'il s'agisse d'un acteur étatique ou non étatique – où que ce soit, quels que soient le moment et les circonstances constitue une violation du droit international. Aucune impunité ne peut et ne saurait être tolérée pour l'emploi d'armes chimiques. Il est essentiel de garantir le principe de responsabilité et de mettre

fin à l'impunité pour préserver l'intégrité des normes établies. Nous dénonçons donc le fait que la République arabe syrienne persiste à violer les obligations qui lui incombent en tant qu'État partie à la Convention sur les armes chimiques, et nous condamnons fermement l'emploi d'armes chimiques par l'armée de l'air syrienne. Nous nous félicitons de la décision de suspendre le droit de vote et les privilèges de la République arabe syrienne, adoptée par la vingt-cinquième Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques, en raison du non-respect de la Convention par ce pays.

L'Union européenne condamne également avec la plus grande fermeté la tentative d'assassinat dont a été victime Alexei Navalny, empoisonné au moyen d'un agent neurotoxique chimique du groupe Novitchok en août 2020, ainsi que l'emploi d'agents chimiques dans le cadre de l'assassinat du citoyen de la République populaire démocratique de Corée, Kim Jong-nam, en 2017, et l'attaque chimique perpétrée en mars 2018 à Salisbury. L'Union européenne réaffirme sa volonté de renforcer les efforts collectifs déployés pour amener les auteurs d'attaques chimiques à répondre de leurs actes, dans le cadre du Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques. Nous participons activement aux efforts qui sont menés à l'échelle internationale pour améliorer la sécurité et la sûreté biologiques dans le monde entier, à l'heure où la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) met à l'épreuve la résilience de nos sociétés. La communauté internationale tout entière doit consolider la Convention sur les armes biologiques et son application. Pour y parvenir, il importe de ne pas se laisser distancer par l'évolution rapide des sciences biologiques et de la biotechnologie en mettant en place un mécanisme d'examen des sciences et des technologies, entre autres. L'Union européenne apporte par ailleurs un soutien politique et financier au Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques. En tant que seul instrument international indépendant pour enquêter sur les emplois présumés d'armes bactériologiques ou à toxines, le Mécanisme constitue une composante essentielle de l'architecture de non-prolifération et de désarmement.

En ce qui concerne le groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) », l'Union européenne et ses États membres continuent d'œuvrer résolument en faveur de la préservation de la sûreté, de la sécurité et de la durabilité du milieu spatial et de l'utilisation pacifique de l'espace

sur une base équitable et mutuellement acceptable. Nous considérons l'espace comme un bien commun mondial qui doit être utilisé au bénéfice de tous. Bon nombre des systèmes et des services qui sont aujourd'hui essentiels à notre bien-être et à notre sécurité collectifs dépendent directement ou indirectement de l'espace.

Le milieu spatial est de plus en plus encombré, contesté et disputé. Sans exclure la possibilité d'un instrument juridiquement contraignant à l'avenir, l'Union européenne et ses États membres estiment que l'adoption de mesures volontaires constitue à l'heure actuelle une option pragmatique, à commencer par l'adoption de normes, de règles et de principes de comportements responsables dans le cadre d'un processus progressif et inclusif. L'Union européenne et ses États membres soulignent qu'un éventuel cadre juridiquement contraignant concernant la sécurité spatiale devrait être efficace et vérifiable et couvrir toutes les menaces à prendre en compte, qu'il s'agisse de menaces Terre-espace, espace-espace ou espace-Terre.

S'agissant du groupe de questions 4, « Armes classiques », l'Union européenne rappelle que la Convention sur certaines armes classiques et les protocoles qui la composent constituent un instrument important du droit international humanitaire et un des principaux instruments de désarmement sous sa forme classique. Dans la perspective de la sixième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques, l'Union européenne appuie les efforts déployés en vue de la rendre universelle, et souligne qu'il importe de respecter toutes les dispositions de la Convention et des protocoles y annexés. L'Union européenne se félicite de la contribution de fond apportée par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes.

La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel constitue un jalon majeur sur la voie du désarmement et un exemple de ce que l'Union européenne défend, à savoir un ordre international fondé sur des règles et ancré dans le respect des droits humains et du droit international humanitaire. L'Union européenne est unie dans son appui à l'interdiction universelle des mines antipersonnel. Elle se félicite des résultats obtenus sur le plan humanitaire dans le cadre de la Convention sur les armes à sous-munitions, dont nous avons célébré le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur. L'Union européenne et ses États membres réaffirment leur ferme appui au Traité sur le commerce

des armes. L'universalisation et l'application intégrale du Traité figurent parmi les priorités de l'Union européenne. Nous appelons tous les États Membres de l'ONU, en particulier les principaux importateurs et exportateurs d'armes et les États de transit, à ratifier le Traité sur le commerce des armes ou à y adhérer sans plus tarder.

Conformément à sa stratégie de 2018, l'Union européenne préconise résolument la mise en œuvre intégrale du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. L'Union européenne est une fervente partisane de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, qui représente une des réalisations les plus importantes du Programme d'action –

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je suis désolé, l'observatrice de l'Union européenne a épuisé son temps de parole.

Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'État observateur de Palestine, qui s'exprimera au nom du Groupe des États arabes.

M. Bamyá (État de Palestine) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à indiquer que le Groupe des États arabes appuie la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Groupe des États arabes se félicite de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires qui, compte tenu de l'obligation juridique incombant à ses États parties, devient une nouvelle source de droit international coutumier qui régit le désarmement et replace les armes nucléaires dans l'ordre logique des choses, puisque leur possession, leur emploi et même la menace de leur emploi contreviennent aux règles les plus fondamentales du droit international humanitaire, outre la menace directe qu'elles font peser sur la paix et la sécurité internationales.

Le Groupe des États arabes invite tous les États dotés d'armes nucléaires à ratifier sans délai le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous appelons l'attention sur le fait que toute décision positive prise par les États dotés d'armes nucléaires aura un effet bénéfique sur l'entrée en vigueur du Traité. Nous rappelons en outre que les États dotés d'armes nucléaires sont investis d'une responsabilité particulière pour ce qui est d'encourager les États visés

à l'annexe 2 à signer et ratifier le Traité, en particulier les États ou parties qui n'ont pas encore adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et qui continuent d'exploiter des installations nucléaires non soumises au système de garanties généralisées, ainsi que les États qui mènent des programmes et des activités nucléaires non déclarés ou suscitant des inquiétudes quant à leur caractère pacifique.

Le Groupe des États arabes se déclare préoccupé par l'absence persistante de progrès tangibles en matière de désarmement nucléaire et par l'incapacité d'honorer les engagements pris lors des Conférences des Parties chargées d'examiner le TNP de 1995, 2000 et 2010. Les États dotés d'armes nucléaires évitent de fixer le moindre calendrier pour la mise en œuvre des engagements internationaux qui doivent aboutir à l'élimination totale des armes nucléaires. Le Groupe condamne également le fait que les États dotés d'armes nucléaires continuent d'adopter des doctrines militaires autorisant l'emploi d'armes nucléaires, voire leur emploi, contre des États non dotés d'armes nucléaires, ainsi que les efforts faits par certains États pour perfectionner leurs armes nucléaires et accroître leurs arsenaux nucléaires.

Compte tenu de l'échec de la Conférence d'examen du TNP de 2015, nous avons une responsabilité encore plus grande pour ce qui est de préserver la crédibilité et la continuité du régime établi par le Traité, et nous devons garantir le succès de la dixième Conférence d'examen en veillant à obtenir des résultats sans équivoque sur la mise en œuvre de tous les engagements pris précédemment et en renforçant l'efficacité du Traité.

Le Groupe des États arabes souligne qu'il importe de prendre des mesures concrètes et immédiates, dans le droit fil du projet de résolution arabe présenté chaque année, intitulé « Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient ». Nous nous déclarons préoccupés par la menace constante qu'Israël fait peser sur la sécurité de par son refus persistant d'adhérer au TNP. Israël est le seul État du Moyen-Orient qui n'est pas partie au Traité et il refuse de placer l'ensemble de ses installations nucléaires sous le système des garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Le Groupe des États arabes réaffirme qu'il importe de mettre en œuvre la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et toutes les autres résolutions pertinentes adoptées lors des Conférences d'examen ultérieures. À cet égard, nous nous félicitons de l'organisation de la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires

et d'autres armes de destruction massive, établie en application de la décision 73/546 de l'Assemblée générale, qui s'est tenue en novembre 2019 sous la présidence du Royaume hachémite de Jordanie. Nous nous félicitons de l'issue positive de cette session, ainsi que de l'adoption d'importantes résolutions de fond et de procédure, comme en témoigne le rapport du Secrétaire général (A/75/63). Le Groupe des États arabes se réjouit à la perspective de la tenue fructueuse de la deuxième session de la Conférence, qui sera présidée par l'État du Koweït.

Le Groupe des États arabes continue de souscrire à la Convention sur les armes chimiques et à la Convention sur les armes biologiques, et œuvre à la réalisation de leurs objectifs. Nous condamnons tout emploi d'armes de destruction massive par quiconque et en toutes circonstances.

Le Groupe des États arabes insiste sur la nécessité de préserver le caractère pacifique et exempt de conflits de l'espace extra-atmosphérique. Tout futur instrument international juridiquement contraignant visant à prévenir une course aux armements dans l'espace devrait dès lors interdire le déploiement d'armes offensives ou défensives dans l'espace, ainsi que toute attaque militaire ou tout endommagement intentionnel d'objets qui s'y trouvent. Il convient également d'interdire aux États de mettre au point ou de tester des armes ou des technologies qui ont pour seul objectif de mener des attaques armées contre des objets dans l'espace. Nous devons mettre en place des mécanismes et des procédures qui facilitent la vérification des obligations incombant aux États, et ce dans un cadre multilatéral.

Le Groupe des États arabes accorde une attention accrue à la lutte contre le trafic et le transfert illicite d'armes légères et de petit calibre, notamment au vu des conséquences catastrophiques d'ordre humanitaire, économique et sécuritaire de leur prolifération sans précédent dans la région arabe.

Le Groupe rappelle le droit naturel des États de satisfaire leurs besoins en armes classiques, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, sur le droit à la légitime défense. En outre, nous rejetons catégoriquement l'imposition de toute restriction à ce droit. Le Groupe se félicite de l'adoption du document final de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses

aspects. Nous espérons vivement pouvoir faire fond sur ses recommandations à la huitième Réunion biennale.

Pour terminer, le Groupe se félicite du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus (voir A/76/324) et notamment de sa recommandation de mettre en place un groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer un cadre international global pour la gestion des munitions classiques aux niveaux national, régional et international.

M. Gómez Robledo Verduzco (Mexique) (*parle en espagnol*) : L'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires au début de l'année et les mesures concrètes prises en vue de la convocation de la première Réunion de ses 56 États parties, auxquels viendront s'ajouter ceux qui adhéreront inexorablement au Traité, constituent sans aucun doute une source d'encouragement. Nous sommes parvenus à inscrire dans le droit international la norme qui interdit le développement, la production et l'emploi d'armes nucléaires, lesquelles, en plus d'être illégales, sont immorales par nature.

Ce long processus juridique a été amorcé par l'avis consultatif rendu en 1996 par la Cour internationale de Justice, dans lequel elle estimait que

« Ni le droit international coutumier ni le droit international conventionnel n'autorisent spécifiquement la menace ou l'emploi d'armes nucléaires » (A/51/218, *annexe, par. 105*),

ce à quoi la Cour a ajouté,

« Il ressort des exigences susmentionnées que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés, et spécialement aux principes et règles du droit humanitaire » (*ibid.*),

que la Cour a également qualifiés d'obligations *erga omnes* opposables, indépendamment du fait que les États aient ou non ratifié les traités énonçant ces obligations.

Nous figurons parmi les 116 États qui font partie de zones dénucléarisées, et nous n'appartenons à aucune alliance militaire qui fonde sa sécurité sur les armes nucléaires et la doctrine de la dissuasion, dont la menace d'anéantissement total constitue une forme de terrorisme contre l'humanité et une atteinte à la sécurité humaine. Le fait que les États dotés d'armes

nucléaires sont désormais au nombre de neuf au lieu de cinq est une preuve de l'échec de la dissuasion. Et cette tendance ne va pas en s'atténuant. En outre, une nouvelle alliance militaire a vu le jour dans une région qui est déjà le théâtre d'une nouvelle course aux armements et d'une concurrence mondiale. Espérons que cette nouvelle alliance ne transgressera pas les engagements pris dans le cadre du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud.

Le sentiment d'insécurité ambiant est attisé par la reprise regrettable des discours agressifs et des déclarations relatives à un accroissement des arsenaux nucléaires. Dans le même temps, l'architecture des traités de désarmement – tant ceux conclus entre les États dotés d'armes nucléaires que les traités multilatéraux – s'est érodée dans des proportions jamais vues du temps de la guerre froide. Malgré la prorogation du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques, la dénonciation de traités importants et le retrait de ceux-ci, tels que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et le Traité « Ciel ouvert », ont pour effet d'accroître l'insécurité internationale et de saper la confiance entre les États. Pourtant, les États dotés d'armes nucléaires ne cessent de répéter que le climat de sécurité difficile ne se prête pas à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. Pendant combien de temps encore chercheront-ils à nous duper ?

Les États dotés d'armes nucléaires ont sabordé de manière flagrante les objectifs de désarmement énoncés dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Dans son avis consultatif de 1996, la Cour internationale de justice déclarait,

« Il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace » (*ibid.*).

Il ne s'agit pas d'une obligation de moyens, mais bien de résultats.

À la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP, qui se tiendra prochainement, les États dotés d'armes nucléaires devront nous informer des mesures qu'ils entendent prendre pour se conformer à l'article VI du Traité et ne pas se contenter de réaffirmer sa validité, comme ils l'ont fait lors des Conférences d'examen de 1995, 2000 et 2010. Les États non dotés d'armes nucléaires devront tirer les conclusions qui s'imposent sur la base de l'engagement commun pris souverainement par chaque État partie, qui, quel que –

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je suis désolé, le représentant du Mexique a épuisé son temps de parole.

M. Nugroho (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie s'associe à la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés, ainsi qu'à celle prononcée par le représentant de la Malaisie au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

La version intégrale de notre déclaration sera disponible en ligne. Je voudrais présenter nos positions nationales.

Premièrement, en ce qui concerne les mesures concrètes dans le domaine du désarmement nucléaire, la course aux armements nucléaires reste une réalité bien ancrée. La dégradation du contexte stratégique et la persistance des armes nucléaires se renforcent mutuellement. Au regard de leur capacité de destruction aveugle, la possession d'armes nucléaires ne saurait se justifier. La dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui se tiendront en 2022, seront dès lors des occasions majeures d'inverser la tendance à l'armement nucléaire. Les deux Traités sont complémentaires.

L'Indonésie exhorte tous les États à adopter des mesures pragmatiques et concrètes pour promouvoir la mise en œuvre du pilier Désarmement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). L'Indonésie est disposée à envisager des compromis afin de parvenir à un consensus. Nous recommandons aux autres pays de considérer sous un œil favorable, en tant que compromis acceptable, les documents de travail sur les jalons pour le désarmement nucléaire et la réduction du risque nucléaire qui ont été soumis par l'Initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire à la Conférence d'examen du TNP. Dans le même temps, tous les États parties doivent se garder de revenir sur leurs obligations et sur les engagements pris précédemment. Il convient de renforcer l'architecture du désarmement nucléaire, notamment en assurant l'entrée en vigueur immédiate du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la création de zones exemptes d'armes nucléaires, y compris au Moyen-Orient. Nous exhortons également les États dotés d'armes nucléaires à signer et à ratifier sans délai le Protocole au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. L'Indonésie renouvelle son appel pressant en faveur de la mise en place rapide d'un accord juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité.

Deuxièmement, s'agissant du renforcement de l'architecture du désarmement relative à toutes les autres armes de destruction massive, nous rappelons le rôle important dévolu à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques pour ce qui est d'aider les États à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention sur les armes chimiques. L'Indonésie condamne l'emploi d'armes chimiques par quiconque, en tout lieu et en quelque circonstance que ce soit, et souligne que les pays possédant encore de telles armes doivent accélérer la destruction totale de leurs stocks d'armes chimiques dans les délais fixés. En ce qui concerne la Convention sur les armes biologiques, il y a lieu de reprendre sans tarder les négociations multilatérales en vue de conclure rapidement un protocole juridiquement contraignant qui couvre l'ensemble des articles de la Convention. Toute initiative entreprise en dehors du cadre de la Convention sur les armes biologiques, notamment en établissant des liens avec des instruments extérieurs, engendrerait des dissensions et nuirait à l'efficacité de la Convention.

Troisièmement, pour ce qui est de garantir l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques, nous appelons tous les États à mettre en synergie les diverses initiatives et à se concentrer sur les questions de fond dans le cadre des débats que nous menons au sein de la Première Commission, notamment en discutant des comportements et des normes responsables, ce qui constituerait un pas dans la bonne direction vers l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. L'Indonésie demeure attachée à la coopération internationale en faveur de l'utilisation pacifique de l'espace et est fière d'accueillir la quatrième Conférence ministérielle sur les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique, qui se tiendra l'année prochaine.

Quatrièmement, en ce qui concerne les risques imminents liés aux armes classiques, nous nous félicitons des résultats obtenus à la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Nous estimons par ailleurs nécessaire de promouvoir l'application effective de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et du Plan d'action d'Oslo afin d'atteindre l'objectif commun d'un monde exempt de mines d'ici 2025. À cet égard, il est également nécessaire de consolider la coopération et l'assistance internationales, notamment en vue de

renforcer les capacités des pays en développement. L'Indonésie réaffirme le droit souverain des États d'acquérir des armes classiques et leurs munitions pour répondre à leurs besoins en matière de légitime défense et de sécurité. Nous nous opposons à toutes les restrictions et mesures coercitives illégitimes imposées par les États exportateurs d'armes aux États importateurs.

Cette année encore, l'Indonésie et ses partenaires déposeront les projets de résolution intitulés « Traité sur l'interdiction des armes nucléaires » (A/C.1/76/L.17) et « Conséquences humanitaires des armes nucléaires » (A/C.1/76/L.11). Nous comptons sur le soutien des délégations.

M. Hashmi (Pakistan) (*parle en anglais*) : L'ordre mondial de maîtrise des armements est au bord de l'effondrement. Les approches, les perspectives et les priorités sont marquées par de profondes divergences sur l'ensemble du spectre. Cette rupture se manifeste de plusieurs façons. La course aux armements, la militarisation accrue et l'intégration sont en plein essor dans les domaines nucléaire, spatial, cybernétique, classique et de l'intelligence artificielle. Des règles et normes établies de longue date sont sapées par des politiques discriminatoires. Il en résulte une intensification des tensions politiques et militaires, une accentuation des asymétries stratégiques et une aggravation des dangers nucléaires. Nombre de ces évolutions inquiétantes se manifestent en Asie du Sud, où le plus grand État, mû par sa quête d'hégémonie régionale et appuyé par de généreux approvisionnements en armes classiques et non classiques, poursuit la mise en œuvre de doctrines dangereuses.

Le déclin se poursuit dans le domaine nucléaire. Les obligations en matière de désarmement nucléaire sont loin d'être respectées. Malgré la déclaration de moratoires sur la production de matières fissiles et un enthousiasme malavisé pour un traité interdisant la production de matières fissiles, certains États dotés d'armes nucléaires poursuivent la modernisation et le développement de leurs arsenaux nucléaires. La mise en place d'un régime mondial efficace de maîtrise des armements nucléaires passe par le respect des obligations juridiques incombant aux États dotés d'armes nucléaires, par l'ouverture de négociations sur une convention globale sur les armes nucléaires, par la mise en place d'un instrument international sur les garanties de sécurité négatives et par la poursuite des efforts en

vue de la conclusion d'un traité sur les matières fissiles inscrivant clairement les stocks préexistants dans son champ d'application.

Les conventions sur l'interdiction des armes biologiques et chimiques – la Convention sur les armes biologiques et la Convention sur les armes chimiques – ont contribué sensiblement à l'objectif que constitue le désarmement. Pourtant, les progrès scientifiques et technologiques ont exacerbé les risques de voir des acteurs non étatiques faire un usage malveillant de la chimie et de la biologie. Le caractère sacré du régime établi par la Convention sur les armes chimiques doit être préservé. Il convient de déjouer les manœuvres politiques destinées à dénaturer le mandat de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. La destruction rapide et totale des armes chimiques déclarées et abandonnées doit être assurée. Les préoccupations en matière de prolifération ne devraient pas être exacerbées au point d'entraver les utilisations pacifiques de la chimie et de la biologie. La résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité était une mesure provisoire destinée à combler une lacune perçue dans le droit international. Le moment est venu de la concrétiser en un traité international, négocié avec la participation inclusive des États. La proposition russe de négocier une convention internationale sur la lutte contre les actes de terrorisme chimique et biologique mérite d'être examinée avec attention.

L'espace extra-atmosphérique est devenu un nouveau théâtre de conflits, de militarisation et de course aux armements. Nous sommes de plus en plus préoccupés par les menaces que font peser les capacités antisatellites sur la stabilité régionale et mondiale, ainsi que sur la viabilité à long terme de l'espace. L'intégration potentielle de systèmes antimissiles balistiques et de leurs composants dans des biens spatiaux ajoute une dimension supplémentaire inquiétante. Les lacunes qui subsistent dans le Traité sur l'espace extra-atmosphérique ont de graves répercussions sur la sécurité. Il convient de combler ces lacunes en concluant un traité interdisant totalement le recours à la menace ou à l'emploi de la force contre des objets spatiaux, ainsi que l'armement de l'espace. Bien que les mesures de transparence et de confiance présentent certains avantages, ces mesures volontaires ne sauraient se substituer aux obligations juridiques découlant des traités.

Plusieurs tendances inquiétantes se dessinent également dans le domaine des armes classiques. Les dépenses militaires mondiales et le commerce

international des armes classiques ont atteint des niveaux jusqu'alors inégalés. Malgré les progrès indéniables réalisés après la fin de la guerre froide et l'appui solide fourni par l'Assemblée générale sur le plan normatif, la maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional est en net recul. L'Asie du Sud est confrontée au blocage délibéré des propositions formulées de longue date par le Pakistan en faveur d'un équilibre des forces et des armements dans le domaine des armes classiques. Malgré l'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes, des quantités colossales d'armes classiques continuent d'être transférées vers des régions instables, ce qui attise les conflits et occasionne d'énormes coûts humains. L'interaction croissante des armes et technologies classiques avancées avec les capacités stratégiques fragilise la stabilité stratégique en Asie du Sud.

La mise au point et le déploiement potentiel d'armes autonomes ont de graves répercussions dans le domaine du droit international humanitaire ainsi que sur la paix et la sécurité régionales et internationales. Il est par conséquent essentiel que la sixième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques mette en place un processus solide, global et tourné vers l'avenir portant sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

Face aux menaces croissantes qui pèsent sur l'ordre international de la maîtrise des armements, des efforts concertés sont nécessaires, notamment de la part des États dotés d'armes nucléaires. Pour ce faire, il convient de faire preuve de volonté politique, de promouvoir la coopération multilatérale et d'adhérer aux principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies –

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je suis désolé, le représentant du Pakistan a épuisé son temps de parole.

M^{me} Orava (Finlande) (*parle en anglais*) : En complément de la déclaration faite par la représentante de l'Union européenne en qualité d'observatrice, je souhaite formuler les observations suivantes à titre national.

La dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a dû être reportée, doit se tenir en janvier 2022. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est une remarquable réussite. Les États parties au Traité ont toutes les raisons d'être fiers

de son succès. Le TNP a permis de juguler efficacement la prolifération des armes nucléaires. Il constitue un fondement reconnu par la communauté internationale pour les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Tout particulièrement, le TNP comporte un engagement juridiquement contraignant à poursuivre de bonne foi le désarmement nucléaire.

Bien que nous reconnaissons les résultats fructueux obtenus dans le cadre du TNP, il ne fait aucun doute que de nouveaux progrès sont nécessaires, notamment en matière de désarmement nucléaire. Si le nombre total d'armes nucléaires est aujourd'hui nettement inférieur à ce qu'il était à l'époque de la guerre froide, cette tendance à la baisse est néanmoins compromise par l'intensification de la concurrence entre grandes puissances et par le rôle accru des armes nucléaires dans les politiques de sécurité des États. Tous les détenteurs d'armes nucléaires ont le devoir de contribuer à la maîtrise des armements nucléaires et au désarmement, mais les États dotés des arsenaux nucléaires les plus importants – la Russie et les États-Unis – doivent continuer à jouer le rôle de fer de lance du désarmement nucléaire. Je veux que notre position soit bien claire : tous les détenteurs d'armes nucléaires doivent s'engager en faveur du désarmement nucléaire et intensifier les efforts qu'ils déploient en ce sens. La Finlande espère que des engagements plus fermes en matière de désarmement nucléaire seront pris à la prochaine Conférence d'examen du TNP.

La prolifération nucléaire représente une menace qui pèse sur toutes les nations et tous les peuples. Nous n'avons aucunement besoin que davantage de pays – et encore moins d'acteurs non étatiques – se dotent d'armes nucléaires. Les programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques menés illégalement par la Corée du Nord font peser un risque immédiat sur la paix et la sécurité internationales. Nous exhortons la Corée du Nord à renoncer à ses armes nucléaires et à démanteler complètement son programme d'armement nucléaire, de manière vérifiable et irréversible. Cette initiative constituerait un nouveau point de départ pour renforcer la sécurité et accroître la prospérité de la population de la République populaire démocratique de Corée.

Il est essentiel de maintenir l'intégrité du système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique fondé sur le TNP. Dans cette optique, nous appelons l'Iran à coopérer sans réserve et sans délai avec l'Agence. Le Plan d'action global commun est un jalon essentiel du régime de non-prolifération nucléaire, et la

Finlande soutient fermement les efforts diplomatiques intensifs déployés au sein de sa commission conjointe. Les négociations doivent impérativement reprendre, dans la perspective d'un éventuel retour des États-Unis au Plan d'action et pour que l'Iran reprenne sa mise en œuvre intégrale, y compris ses mesures de transparence.

Les armes nucléaires représentent un risque pour toutes les nations. L'explosion d'une arme nucléaire aurait des conséquences humanitaires catastrophiques. Il est dans notre intérêt commun de réduire les risques inhérents à tout emploi d'armes nucléaires, qu'il soit intentionnel ou non. La réduction du risque nucléaire comprend un large éventail de mesures, allant des déclarations politiques aux accords techniques de communication en situation de crise. La réduction du risque nucléaire ne peut se substituer au désarmement nucléaire, mais elle peut sans aucun doute le faire progresser. Selon nous, la coopération internationale et les accords sur la réduction du risque nucléaire constituent un moyen de limiter les possibilités de recours aux armes nucléaires. Nous nous félicitons également tant de l'attention accrue accordée à la réduction du risque nucléaire que des actions menées dans ce domaine. La Finlande contribue activement à la recherche et à la consolidation d'un terrain d'entente au sein de l'Initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire et de l'initiative « Créer un environnement propice au désarmement nucléaire ». La réduction des risques nucléaires mérite de figurer en bonne place dans les débats et les résultats de la prochaine Conférence d'examen du TNP.

Pour parvenir au désarmement nucléaire et à l'avènement d'une ère de « zéro » nucléaire, une volonté politique résolue est nécessaire, ainsi que des négociations sérieuses prenant en compte les préoccupations de sécurité de toutes les nations. Il est plus important d'avancer et d'éviter de faire marche en arrière que de savoir précisément quand nous atteindrons notre but. Entre-temps, veillons à ce que les armes nucléaires ne soient plus jamais utilisées. Comme tant d'orateurs dans cette salle l'ont dit avant moi, une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée.

M. Zellenrath (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je voudrais mettre en avant plusieurs points concernant les armes nucléaires, les autres armes de destruction massive, l'espace extra-atmosphérique et les armes classiques.

Premièrement, afin de préserver et de renforcer l'architecture en place en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires, nous devons empêcher tout nouveau report de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et demander instamment à tous les États de s'engager en faveur des trois piliers du Traité. Nous soulignons l'importance que revêtent la réduction des risques et la gestion des crises et plaidons en faveur de l'universalisation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de la conclusion d'un traité interdisant la production de matières fissiles. Les États dotés d'armes nucléaires sont investis d'une responsabilité particulière en ce qui concerne la mise en œuvre des obligations qui leur incombent en vertu de l'article VI du TNP.

Dans ce contexte, les Pays-Bas se félicitent de la prorogation du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques et de la reprise du dialogue sur la stabilité stratégique entre les États-Unis et la Fédération de Russie. Les Pays-Bas soutiennent diverses initiatives en matière de désarmement nucléaire, notamment l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, l'Initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire, le Partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire et le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le rôle de la vérification dans la progression du désarmement nucléaire. Nous préconisons une plus grande transparence et l'établissement de rapports au sujet des arsenaux nucléaires, ainsi que la poursuite d'un dialogue inclusif concernant les doctrines nucléaires.

L'application universelle des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique constitue un élément fondamental du régime de non-prolifération nucléaire. Nous exhortons l'Iran à s'abstenir de toute nouvelle mesure d'escalade et à se conformer à nouveau au Plan d'action global commun. Nous condamnons les récents essais répétés de missiles effectués par la République populaire démocratique de Corée et l'expansion de ses programmes d'armement nucléaire et de missiles balistiques, qui constituent une violation des résolutions du Conseil de sécurité.

Deuxièmement, la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques sont deux instruments indispensables pour faire émerger une communauté internationale plus résistante et mieux préparée face aux menaces biologiques et chimiques. Le

monde a été témoin de la résurgence de l'emploi d'armes chimiques, notamment dans les attaques perpétrées contre Sergueï Skripal et Alexei Navalny, ainsi qu'en Syrie. C'est pourquoi les États Membres ont imposé des sanctions à la Syrie à la précédente Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques, ceux-ci n'acceptant plus les tactiques dilatoires auxquelles recourt la Syrie pour éviter de se conformer à la Convention.

Les Pays-Bas ont également rejoint un groupe de 45 pays qui ont invoqué le paragraphe 2 de l'article IX de la Convention sur les armes chimiques, exigeant que la Fédération de Russie fasse la lumière sur les circonstances de l'attaque dont M. Navalny a été victime en 2020. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques est un organe vital pour prendre des mesures correctives en cas de violation de la Convention et veiller à ce que les responsables d'attaques chimiques répondent de leurs actes.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a montré que les menaces biologiques font également peser des risques graves et à grande échelle sur la sécurité, lesquels ont des répercussions sur la santé mentale et physique des citoyens, les infrastructures et les économies. Les progrès de la biotechnologie ne feront qu'exacerber ces risques. Chaque État Membre de l'ONU doit assumer ses responsabilités en ce qui concerne le renforcement de la Convention sur les armes biologiques et l'amélioration de son état de préparation et de sa résilience face aux menaces pesant sur la sécurité sanitaire, et ce au profit des intérêts nationaux et de la solidarité mondiale. Nous ne sommes aussi forts que notre maillon le plus faible.

Troisièmement, les Pays-Bas estiment qu'il est essentiel de promouvoir la sensibilisation et la transparence et de renforcer la coopération internationale en matière de sécurité spatiale. La poursuite des efforts menés pour promouvoir des mesures de confiance et définir des normes, des règles et des principes régissant le comportement dans l'espace peut constituer une première étape vers la conclusion d'accords juridiquement contraignants. Nous continuerons dès lors d'appuyer le projet de résolution déposé par le Royaume-Uni, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable » (A/C.1/76/L.52).

Enfin, les Pays-Bas demandent de nouveau à tous les États et acteurs qui sont parties à un conflit armé, comme au Yémen, de respecter les obligations

qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Dans le cadre de nos efforts conjoints pour prévenir les violations, tous les États doivent procéder à une analyse approfondie et transparente de leurs ventes et exportations d'armes.

Au titre de la Convention sur certaines armes classiques, des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne les systèmes d'armes létaux autonomes au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. Afin de faire fond sur les 11 principes directeurs adoptés en 2019, le Groupe d'experts gouvernementaux devrait formuler des recommandations de fond dans la perspective de la sixième Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention. Les États parties partagent la conviction que les êtres humains doivent exercer une certaine forme de contrôle sur les armes autonomes afin de garantir le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. C'est pourquoi les Pays-Bas maintiennent leur position en faveur d'un approfondissement du concept de contrôle humain effectif.

Pour terminer, nous appelons les États qui ne sont toujours pas parties aux principaux traités à y adhérer dans les meilleurs délais, et nous exhortons les États parties à respecter les conventions pertinentes et leurs institutions centrales. La coopération multilatérale au sein de ces instances est indispensable à notre quête collective d'un monde plus sûr.

Une déclaration écrite plus longue couvrant chaque groupe de questions sera mise en ligne sur le portail e-deleGATE.

M. Bandiya (Nigéria) (*parle en anglais*) : Les armes nucléaires représentent une grave menace existentielle pour l'humanité. Ma délégation appelle dès lors à un regain d'efforts pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la réalisation du désarmement et de la non-prolifération nucléaires sous tous leurs aspects. À cet égard, le Nigéria se félicite de l'entrée en vigueur, le 22 janvier, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et se déclare à nouveau fermement convaincu que ce traité contribuera à la réalisation de l'objectif mondial d'élimination totale des armes nucléaires. Ma délégation attend avec intérêt la première Réunion des États parties au Traité, prévue en mars 2022.

Le Nigéria estime que la Convention sur les armes biologiques constitue un élément important du dispositif juridique international relatif aux armes de destruction massive. Ma délégation se félicite également de l'application effective de la Convention sur les armes chimiques, seul traité multilatéral global interdisant toute une catégorie d'armes de destruction massive.

L'exploration et l'utilisation de l'espace et d'autres corps célestes doivent être menées à des fins pacifiques, pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique. Le Nigéria renouvelle son soutien en faveur de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous souscrivons par ailleurs à la crainte légitime que les instruments juridiques en vigueur s'avèrent insuffisants pour empêcher la poursuite de la militarisation de l'espace ou prévenir son armement. Ma délégation souligne en outre la nécessité de consolider et de renforcer les régimes en place et d'accroître leur efficacité par la création d'un traité juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Aujourd'hui, les dangers et les effets de l'accès incontrôlé aux armes classiques, notamment les armes légères et de petit calibre, sont visibles partout. De l'Afrique au Moyen-Orient, en passant par l'Europe, les Amériques et l'Asie, le carnage atteint des niveaux ahurissants et sans précédent, à l'instar des effroyables bains de sang que les terroristes et autres éléments criminels infligent à des populations innocentes. Ma délégation demande dès lors à tous les États, en particulier ceux qui en sont les principaux producteurs, de limiter leurs ventes d'armes légères et de petit calibre aux seuls gouvernements ou aux organismes dûment autorisés par eux.

Le Nigéria demeure attaché au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Ma délégation a appuyé l'adoption du Traité sur le commerce des armes, texte historique, par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/234 B, le 2 avril 2013. Notre engagement est également attesté par le fait que nous avons signé et ratifié les instruments internationaux, régionaux et sous-régionaux pertinents tels que le Traité sur le commerce des armes et le Programme d'action, ainsi que par les efforts que nous consacrons à la mise en place et au maintien de partenariats robustes avec l'Union africaine, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et d'autres entités compétentes.

En outre, le Gouvernement fédéral du Nigéria a créé un centre national pour le contrôle des armes légères et de petit calibre. Ce centre participe à des activités visant à endiguer la prolifération à grande échelle de ces armes. Mon pays a également défini un cadre de collaboration avec les organisations de la société civile dans le but de promouvoir une plus grande participation des parties prenantes.

Le Nigéria maintient son soutien et son action en faveur des initiatives régionales et sous-régionales, telles que la Déclaration de Bamako sur la Position africaine commune sur la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères ; la Déclaration solennelle de Syrte de 2004 sur une Politique africaine commune de défense et de sécurité ; la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest de 2006 sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes ; l'Agenda 2063 de l'Union africaine ; l'initiative « Faire taire les armes en Afrique » ; et d'autres initiatives pertinentes destinées à lutter contre la menace que représentent les flux illicites d'armes légères et de petit calibre en Afrique.

La version intégrale de ma déclaration sera disponible sur le portail eStatements.

M. Sarzhanov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Les priorités du Kazakhstan dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires demeurent cohérentes et inébranlables. Depuis qu'il a accédé à l'indépendance, notre pays a agi avec détermination pour se débarrasser de ces armes dangereuses et inhumaines. C'est pour cette raison que mon pays est reconnu comme un des principaux partisans d'un monde exempt d'armes nucléaires. Notre position se fonde sur le constat que ces armes ne constituent plus un atout pour notre sécurité, mais représentent au contraire une menace réelle pour la paix et la stabilité mondiales.

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur en janvier de cette année. En tant qu'État partie au Traité, le Kazakhstan est convaincu que la sécurité nucléaire ne peut être pérenne que si elle est universelle et non discriminatoire. Nous exhortons donc tous les États Membres à adhérer au Traité, qui incarne une nouvelle réalité et rend les armes nucléaires illégales. L'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et la prorogation du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques cette année nous donnent de bonnes raisons d'afficher un

optimisme mesuré. Dans le même temps, nous avons tous conscience qu'aussi longtemps que les armes nucléaires existeront, nous ne pourrons pas garantir de manière absolue qu'elles ne seront pas employées ou que nous serons tous en sécurité. Le désarmement et le renforcement de la confiance sont les deux faces d'une même médaille et ils doivent être complémentaires.

La méfiance grandissante entre les acteurs mondiaux et régionaux entraîne l'érosion de l'architecture actuelle de sécurité et de maîtrise des armements et ouvre la voie à une nouvelle course aux armements. Au siècle dernier, nous avons réussi à éviter une catastrophe nucléaire et une course aux armements dévastatrice. Aujourd'hui, nous devons adopter la même attitude visionnaire. Notre survie passe par une confiance politique accrue et un dialogue permanent en vue de lancer des processus constructifs. Seules des mesures de confiance pourront déboucher sur des solutions adéquates aux problèmes complexes actuels, tels que le maintien du Plan d'action global commun et la dénucléarisation de la péninsule coréenne. L'histoire montre que ces tensions ne peuvent être réglées que par des moyens politiques et le respect mutuel face à des préoccupations parfois contradictoires. La dépendance à l'égard des arsenaux nucléaires ne pourra jamais garantir la sécurité stratégique et ne peut que susciter des réactions asymétriques, nous poussant ainsi vers le point de non-retour à partir duquel nous ne pourrons plus faire marche arrière.

L'avenir du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ne doit pas être mis en péril. L'application de son article VI et des décisions issues de ses précédentes Conférences d'examen revêt une importance capitale si nous voulons atteindre nos objectifs suprêmes. Il est temps de mettre derrière nous la menace que représentent les essais et les armes nucléaires, et de rechercher de nouveaux horizons de paix, de progrès et de prospérité pour tous.

M^{me} Stoeva (Bulgarie) (*parle en anglais*) : La Bulgarie s'associe à la déclaration qui a été faite précédemment au nom de l'Union européenne. Je tiens à souligner quelques points qui revêtent une importance particulière pour mon pays.

Il est impératif que nous unissions nos efforts pour garantir le succès de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui se tiendra prochainement. Par cette démarche, nous démontrerions notre détermination et notre capacité à garder une attitude

pragmatique et constructive afin de faire progresser notre objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires et de permettre l'utilisation responsable de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, conformément aux normes internationales les plus élevées en matière de sûreté, de sécurité et de non-prolifération. Nous rappelons l'importance capitale que revêt le mécanisme des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans l'application du TNP, et appelons à l'universalisation du protocole additionnel de l'AIEA.

La Bulgarie demeure attachée à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires et estime que la meilleure façon d'atteindre cet objectif est d'adopter une approche progressive et de prendre des mesures réalistes nous permettant d'avancer sur la voie d'un désarmement nucléaire vérifiable et irréversible dans des conditions de sûreté et de sécurité, conformément à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) est un des éléments nécessaires à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. Vingt-cinq ans après l'ouverture à la signature du Traité, la communauté internationale est appelée à déployer des efforts supplémentaires pour garantir son entrée en vigueur. Une fois en vigueur, le TICE instaurera une interdiction mondiale juridiquement contraignante des explosions nucléaires de toute sorte. Nous appelons dès lors tous les États qui ne l'ont pas encore fait, en particulier ceux visés à l'annexe 2, à signer et à ratifier le TICE sans plus tarder.

La conclusion d'un traité interdisant la production de matières fissiles reste une de nos grandes priorités dans le domaine du désarmement nucléaire. Nous partageons la conviction qu'il est nécessaire d'entamer dès que possible des négociations sur un tel traité, dans la mesure où il s'agit de la question la plus aboutie pour la tenue ou la préparation de négociations. Les travaux réalisés par le groupe d'experts de haut niveau chargé de l'élaboration d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires en sont la preuve.

Il est tout aussi important de réaliser des progrès dans le domaine des armes classiques. La Bulgarie est pleinement attachée aux principes et objectifs consacrés par la Convention sur certaines armes classiques et de ses protocoles, qui constituent une plateforme multilatérale efficace pour répondre à l'évolution présente et future des technologies d'armement. Nous participons activement au Groupe d'experts gouvernementaux

sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, en vue d'élaborer et d'adapter un cadre normatif et opérationnel efficace et complet pour contrôler la production, l'utilisation et le transfert de ces systèmes d'armes. Nous espérons que la sixième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques se penchera comme il se doit sur les défis qui subsistent, en produisant notamment des résultats tangibles au sujet des systèmes d'armes létaux autonomes.

Nous nous félicitons des résultats positifs de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de la septième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes, tenues cette année. Celles-ci ont démontré l'efficacité du multilatéralisme pour trouver des solutions aux grands problèmes internationaux, tels que la prévention du détournement, du commerce illicite et de l'utilisation non autorisée des armes classiques. Le Traité sur le commerce des armes, en particulier, est un excellent exemple de la manière dont l'application de normes communes pour la réglementation du commerce international des armes classiques peut contribuer à la sécurité et la stabilité à l'échelle mondiale. Nous sommes résolument partisans de son universalisation et de son application intégrale, et appelons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Traité.

Nous ne saurions prendre des mesures réellement efficaces pour lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre si nous ne contrôlons pas à la fois l'approvisionnement et les stocks de munitions. Nous nous félicitons du rapport de consensus du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus (voir A/76/324), créé en application de la résolution 72/55, et nous attendons avec impatience les prochaines étapes menant à la mise en place d'un nouveau cadre mondial destiné à combler les lacunes existantes dans le cycle de vie de la gestion des munitions.

M. Gaye (Sénégal) : Le Sénégal souscrit aux déclarations faites par l'Indonésie et par le Ghana, respectivement au nom du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/76/PV.2), et voudrait faire les remarques suivantes.

Concernant les armes nucléaires, ma délégation réaffirme son attachement au principe du désarmement nucléaire complet, irréversible et vérifiable comme

condition essentielle à la paix et à la survie de l'humanité. La réalisation de cet idéal nécessite, avant tout, que les États dotés de l'arme nucléaire s'acquittent pleinement de leurs obligations juridiques en vertu de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle implique ensuite l'interdiction des essais nucléaires et de la production de matières fissiles à des fins militaires. C'est pourquoi ma délégation exhorte les États qui n'ont pas encore signé et ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en particulier ceux visés à l'annexe 2 dudit Traité, à le faire sans plus tarder. Tout aussi importantes sont les négociations, à la Conférence du désarmement, pour un traité multilatéral, non discriminatoire et vérifiable interdisant la production de matières fissiles à des fins militaires.

L'universalisation des zones dénucléarisées constitue également une condition *sine qua non* au désarmement nucléaire. Par conséquent, mon pays reconduit son soutien habituel en faveur du projet de création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient et salue la tenue de la première session de la Conférence des Nations Unies à ce sujet. En outre, il est impératif que les mesures de désarmement et de non-prolifération nucléaires tiennent compte du droit inaliénable de chaque État de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination ni entraves.

S'agissant des autres armes de destruction massive, le Sénégal réitère son soutien à la Convention sur les armes biologiques et à la Convention sur les armes chimiques, qui constituent des piliers importants de l'architecture juridique internationale relative aux armes de destruction massive. Malheureusement, l'absence d'un système de vérification continue de poser un défi à l'efficacité de la Convention sur les armes biologiques. Il est donc urgent de reprendre les négociations multilatérales en vue de conclure un protocole non discriminatoire et juridiquement contraignant sur tous les aspects de cette convention, y compris en matière de vérification.

Sur l'espace extra-atmosphérique, notre conviction est qu'il doit demeurer un bien public commun exempt de toute arme de destruction massive et être ainsi exploré et exploité exclusivement à des fins pacifiques pour le bénéfice de toute l'humanité. Pour cette raison, les négociations sur l'espace doivent obéir à une approche multilatérale, non discriminatoire, mais

aussi et surtout, tenant compte des intérêts et vues de tous les États Membres. Sous cet angle, nous estimons que la prévention d'une course aux armements dans l'espace requiert à la fois des mesures volontaires de transparence et de confiance et un instrument multilatéral juridiquement contraignant.

Relativement aux armes classiques, le Traité sur le commerce des armes, le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, ainsi que les autres instruments pertinents, doivent être mis en œuvre de manière objective, équilibrée et propre à protéger les intérêts de tous les États, y compris en matière d'autodéfense et de sécurité. Dans cette optique, il est particulièrement important de veiller à ce que les transferts d'armes soient exclusivement réservés aux gouvernements et aux entités dûment autorisées. D'où la nécessité de veiller à la soumission complète, régulière et dans les délais des différents rapports nationaux sur les transferts internationaux d'armes, pour renforcer la confiance et la transparence en matière d'armements.

En outre, nous nous félicitons des recommandations de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et appelons à leur pleine mise en œuvre, particulièrement en matière de prise en compte de l'impact de l'évolution technologique sur le marquage des armes légères et de petit calibre, mais aussi et surtout de renforcement de la coopération et de l'assistance internationales dans la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage.

Enfin, sur les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions, ma délégation reste convaincue que la seule option pour prémunir le monde de ces engins qui sèment aveuglement la mort est leur interdiction et leur élimination complètes, dans l'esprit des Conventions d'Ottawa et d'Oslo.

M^{me} Andjongo (Cameroun) : Ma délégation déplore la recrudescence de la course aux armements, au moment où tout porte à croire en la pertinence d'une course au désarmement, et exhorte les pays à commencer à réduire leurs armes de destruction massive afin de veiller à la sécurité des générations actuelles et futures, car face au péril, il faut des garanties de sécurité.

Ma délégation, qui estime que le désarmement devrait être directement lié au maintien de la paix et de la sécurité internationales et à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, appelle la communauté internationale à redoubler d'efforts pour éviter la répétition des tragédies du passé. La paix et la sécurité ne peuvent être obtenues durablement si l'on continue à posséder des armes de destruction massive. En conséquence, ma délégation plaide pour une pleine mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, sur la non-prolifération d'armes de ce type. Cela est d'autant plus nécessaire aujourd'hui qu'il serait dramatique que les terroristes mettent la main sur des armes de ce type. Pour mon pays, il faut respecter et resserrer le régime juridique international en matière de non-prolifération des armes de destruction massive.

Le Cameroun s'inquiète de ce que l'espace extra-atmosphérique, bien commun de l'humanité, est le siège d'un regain d'activités militaires. Ma délégation plaide pour la transparence dans les activités spatiales et estime que la confiance entre États joue un rôle majeur en la matière. Le Cameroun estime que le débat sur les mesures de transparence et de confiance ne devrait pas occulter celui sur un instrument juridiquement contraignant contre la course aux armements dans l'espace. Il appelle la communauté internationale à souligner l'importance du respect des accords de désarmement et du régime juridique existant concernant l'espace extra-atmosphérique. Il invite la Commission à définir des objectifs concrets sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, qui offrent la meilleure chance d'améliorer rapidement la sécurité et la viabilité de l'espace extra-atmosphérique et d'obtenir une plus large adhésion.

Le Cameroun est pour la réduction significative du trafic illicite d'armes, qui reflète l'importance de la maîtrise des armes pour promouvoir la paix et la sécurité. Afin de trouver des solutions durables et cohérentes mettant l'accent sur le problème du contrôle des armes légères, véritables armes de destruction massive, le Cameroun est favorable au renforcement des capacités institutionnelles des États à prévenir la violence, le terrorisme et la criminalité. À cet égard, l'éducation en matière de désarmement, qui promeut une culture de paix et non-violence, est d'une importance certaine. Pour mon pays, il faut mettre l'accent sur la sensibilisation aux questions liées au désarmement et s'appesantir sur les approches visant à réduire et à éliminer les

conflits violents, et encourager les efforts menés pour promouvoir la sécurité nationale et internationale.

Pour le Cameroun, l'application de bonne foi par tous nos États des différents instruments juridiques ou politiques adoptés aux niveaux universel et régional pour freiner la prolifération des armes légères et de leurs munitions est un impératif de sécurité internationale. Autrement dit, l'atteinte des nobles objectifs de paix et de développement consacrés par la Charte des Nations Unies passe également par l'application des dispositions du Traité sur le commerce des armes ; du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects ; et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, entre autres.

Ma délégation en appelle donc à plus de solidarité, de transparence et de sincérité dans la mise en œuvre des différents instruments qui encadrent la circulation des armes classiques. Par ailleurs, compte tenu de ce que la transparence est l'un des piliers fondamentaux de la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, le Cameroun invite les États à remplir leurs obligations conventionnelles en la matière, notamment à travers la soumission de rapports que prévoit l'article 13 du Traité sur le commerce des armes. À cet égard, mon pays demande que toute l'assistance y relative soit apportée aux États et organisations qui ne disposent pas d'expertise en la matière.

Ma délégation saisit cette occasion pour exprimer sa reconnaissance aux partenaires multilatéraux et bilatéraux qui ne cessent d'accompagner le Cameroun et l'Afrique centrale dans l'application des instruments internationaux et régionaux pertinents dans ce domaine.

M. Khaldi (Algérie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux déclarations prononcées précédemment au nom du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des États arabes et à celle qui sera prononcée au nom du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/76/PV.8). Elle tient en outre à réaffirmer les positions de principe suivantes à titre national.

Tout d'abord, en ce qui concerne le désarmement nucléaire, l'Algérie reste pleinement attachée à toutes les dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et continue de plaider en faveur de son application intégrale et urgente, ainsi que de la mise en œuvre intégrale, non discriminatoire et

équilibrée de ses trois piliers. La prochaine Conférence d'examen du TNP sera l'occasion idéale de procéder à une évaluation et à un examen complets de l'état actuel de l'application du Traité, de la mise en œuvre des obligations juridiques qui en découlent et du respect des engagements antérieurs pris dans ce cadre.

L'Algérie se félicite de la récente entrée en vigueur, en janvier, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Forte de sa participation active au processus d'élaboration et d'adoption du Traité, l'Algérie est fière de figurer parmi les premiers pays à l'avoir signé et demeure convaincue que cet instrument constitue un jalon essentiel sur la voie de la délégitimation des armes nucléaires. Dans le même ordre d'idées, l'Algérie rappelle qu'il est impératif de concrétiser l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) le plus tôt possible, et exhorte toutes les parties qui ne l'ont pas encore fait, en particulier les huit pays visés à l'annexe 2, à signer et ratifier le Traité dans les meilleurs délais. En sa qualité de coprésidente de la Conférence convoquée en vertu de l'article XIV du Traité, de 2019 à 2021, l'Algérie n'a ménagé aucun effort pour œuvrer à l'entrée en vigueur du TICE et entend poursuivre son action dans ce sens.

En outre, l'Algérie appuie la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde entier, car il s'agit d'une étape concrète vers l'élimination complète et totale des armes nucléaires. À cet égard, nous saluons la convocation de la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, qui s'est tenue en 2019. Nous appelons toutes les parties invitées à sa deuxième session, qui se tiendra en novembre de cette année, à y participer dans un esprit constructif. Ma délégation tient par ailleurs à souligner la nécessité urgente de conclure un instrument juridiquement contraignant sur les garanties négatives de sécurité que doivent recevoir tous les États non dotés d'armes nucléaires, et demande l'ouverture immédiate de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles.

S'agissant des autres armes de destruction massive, l'Algérie reste convaincue que la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques sont des maillons importants du dispositif juridique international, et préconise leur application effective. À cet égard, l'Algérie souligne que la mise en œuvre complète, équilibrée et non discriminatoire de toutes les dispositions de la Convention sur les armes

chimiques, en particulier le développement économique et technique par la coopération internationale, est fondamentale pour qu'elle atteigne son objectif. Dans le même temps, l'Algérie rappelle la nécessité de respecter les principes consacrés par la Convention sur les armes chimiques, et invite ses États parties à se garder de polariser les travaux de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, tout en les encourageant à poursuivre leurs efforts dans un esprit constructif afin de parvenir à un consensus.

En ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique, l'Algérie souligne qu'il importe de prévenir une course aux armements dans l'espace au moyen d'un instrument juridiquement contraignant qui compléterait le cadre juridique international et permettrait une exploration de l'espace sur un pied d'égalité, dans le respect des principes de non-appropriation et d'utilisation pacifique de l'espace, conformément aux cinq traités de l'ONU régissant les activités spatiales.

S'agissant des armes classiques, le commerce illicite des armes légères et de petit calibre continue de faire peser une grave menace sur la paix, la sécurité et la stabilité dans le monde, en particulier en Afrique. À cet égard, l'Algérie demeure attachée au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, et réclame instamment sa mise en œuvre intégrale, de manière équilibrée et globale. C'est pourquoi nous nous félicitons du succès de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action, qui s'est tenue en juillet, ainsi que de l'adoption de son document final (A/CONF.192/BMS/2021/1, annexe), notamment de la création diligente d'un programme de bourses d'études consacré à la formation dans le domaine des armes légères et de petit calibre, en particulier en faveur des pays en développement.

L'évolution rapide de la technologie et le recours éventuel à des systèmes d'armes létaux autonomes dans les conflits armés sont source de vive préoccupation. C'est la raison pour laquelle l'Algérie est favorable à la poursuite des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes avec un mandat renforcé dans le cadre des objectifs et des buts énoncés dans la Convention sur certaines armes classiques. Elle insiste en outre sur la nécessité urgente d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes létaux afin de faire face

aux menaces d'ordre humanitaire et pour la sécurité internationale posées par les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes autonomes létaux.

La version intégrale de ma déclaration sera disponible en ligne.

M. Molla (Bangladesh) (*parle en anglais*) : La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a bouleversé pratiquement tous les aspects de notre monde, en produisant notamment des effets dévastateurs sur la vie humaine et l'économie. Cependant, la pandémie n'a pas réussi à mettre un frein aux dépenses mondiales sur les armes nucléaires. Alors que des ressources gigantesques sont nécessaires pour faire face à la crise sanitaire qui sévit actuellement dans le monde, 72,6 milliards de dollars ont été consacrés à l'entretien des stocks d'armes nucléaires en 2020. Ce chiffre est ahurissant.

Le Bangladesh s'associe à la déclaration qui a été prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés au titre de ce groupe de questions. Qu'il me soit permis de faire part de quelques réflexions spécifiques à titre national.

Premièrement, la position du Bangladesh sur les armes nucléaires est on ne peut plus claire. En tant qu'État partie au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, nous souhaitons que la première Réunion des États parties au Traité, qui se tiendra en mars 2022, marque une étape importante vers l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. Nous estimons qu'aucun investissement consacré aux armes nucléaires ne saurait assurer ni garantir la paix et la sécurité mondiales. Nous appelons tous les États dotés d'armes nucléaires à s'acquitter sans délai des obligations conventionnelles qui leur incombent. Nous réaffirmons que tout doit être mis en œuvre pour aboutir à un résultat significatif, concret et durable à la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, prévue au début de 2022. Nous plaçons en faveur d'un investissement accru dans la recherche en matière de technologie nucléaire et dans l'étude des avantages que l'humanité pourrait tirer des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Deuxièmement, le Bangladesh condamne dans les termes les plus fermes l'emploi d'armes chimiques par quiconque, en tout lieu et en toutes circonstances. De notre avis, les personnes responsables de l'emploi d'armes chimiques doivent répondre de leurs actes de manière transparente. Dans le cadre de notre

engagement, nous avons promulgué la loi sur l'interdiction des armes chimiques en 2006, formulé les règles d'inscription en 2010 et créé par la suite l'Autorité nationale du Bangladesh chargée de l'application des dispositions de la Convention sur les armes chimiques. Nous demeurons également attachés au respect des dispositions de la Convention sur les armes biologiques. Les États Membres doivent redoubler d'efforts pour éliminer toutes les catégories d'armes chimiques dans leur intégralité et empêcher l'apparition de nouveaux types d'armes de destruction massive.

Troisièmement, en tant qu'État partie au Traité sur l'espace extra-atmosphérique, nous appuyons fermement le principe fondamental du Traité selon lequel l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doivent se faire au profit de l'humanité tout entière. C'est pourquoi nous estimons que les États, quelles que soient leurs capacités en matière de recherche scientifique et de techniques spatiales, devraient avoir la possibilité d'exprimer leurs vues et leurs préoccupations lors de la définition des futures règles applicables à l'espace extra-atmosphérique. À la suite du lancement de son satellite Bangabandhu-1, le Bangladesh accorde aujourd'hui beaucoup plus d'importance à l'utilisation sûre, sécurisée et durable de l'espace. Nous demandons de nouveau l'élaboration d'un instrument universel, non discriminatoire et international juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous exhortons les grands acteurs du domaine spatial à jouer un rôle déterminant pour veiller à ce que l'espace reste sûr et viable pour les activités humaines.

Quatrièmement, le Bangladesh insiste sur la nécessité de garantir une mise en œuvre équilibrée, intégrale et effective du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. À cet égard, nous prenons acte du succès de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action. En tant que signataire du Traité sur le commerce des armes, nous sommes fermement convaincus que chaque État doit jouir du droit souverain d'acquiescer, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de stocker des armes classiques et leurs composantes pour répondre à ses besoins de sécurité et de légitime défense. Nous restons par ailleurs déterminés à nous acquitter des obligations qui nous incombent en vertu de la Convention sur certaines armes classiques et des Protocoles s'y rapportant auxquels nous sommes partie.

Enfin, les dépenses militaires mondiales ont atteint un montant d'environ 2 000 milliards de dollars en 2020, malgré les difficultés économiques posées par la pandémie. Imaginez ce que nous aurions pu réaliser avec cette somme si celle-ci avait été investie dans le domaine du développement, en particulier dans la lutte contre la pauvreté. Faisons le bon choix pour être du bon côté de l'histoire.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : L'Équateur se félicite de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et appelle tous les États à le signer et à le ratifier. Nous appuyons le processus actuellement mené dans la perspective de la première Réunion des États parties au Traité, prévue en mars 2022. En plus de représenter une menace existentielle, l'existence des armes nucléaires empêche la consolidation d'un ordre mondial plus démocratique et constitue une négation de la culture de la paix, de la diplomatie et du sens de la préservation de l'humanité. Mon pays estime qu'il est essentiel que les États dotés d'armes nucléaires et les pays dans lesquels des armes nucléaires sont stationnées ou qui sont placés sous ce que l'on appelle le parapluie nucléaire modifient l'approche qu'ils privilégient dans leurs doctrines de sécurité si nous voulons parvenir à un monde pacifique.

Aux côtés de la Malaisie et de 15 autres pays, l'Équateur a célébré le cinquantième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) par une déclaration commune qui prend acte des défis persistants. La meilleure façon de célébrer son cinquante-deuxième anniversaire l'année prochaine serait de faire en sorte que les États dotés d'armes nucléaires appliquent effectivement le TNP. Nous condamnons tous les projets et plans de mener des essais nucléaires, ainsi que les essais nucléaires eux-mêmes. Nous soutenons le travail de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de son bureau de liaison à New York. Tous les pays de ma région auront sous peu ratifié le Traité, ce qui fera de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes un exportateur de paix et de stabilité. Nous exhortons la communauté internationale à unir ses efforts pour garantir l'entrée en vigueur rapide du Traité.

La Constitution de l'Équateur interdit la mise au point, la production, la possession, la commercialisation, l'importation, le transport, le stockage et l'utilisation d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires, ainsi que de polluants organiques persistants hautement toxiques, de produits agrochimiques interdits sur le

plan international, de technologies et agents biologiques expérimentaux nocifs et d'organismes génétiquement modifiés qui nuisent à la santé humaine ou qui portent atteinte à la sécurité alimentaire ou aux écosystèmes, de même que l'introduction de résidus nucléaires et de déchets toxiques sur notre territoire national. Nous plaçons dès lors en faveur de l'élimination de toutes les armes de destruction massive dans les plus brefs délais.

Du fait de sa situation géographique, l'Équateur est le pays le plus proche de l'espace. Nous sommes attachés à l'utilisation de l'espace à des fins exclusivement pacifiques, et continuons de nous opposer à ce qu'il devienne un lieu où règne l'anarchie, à sa militarisation et, en particulier, au déploiement d'armes ou de tout matériel de guerre en dehors de l'atmosphère.

L'Équateur défend un système international fondé sur des normes et sur l'égalité souveraine des États. Les normes de comportement volontaire sont importantes mais ne constituent que des mesures complémentaires. Un conflit dans l'espace aurait des conséquences dévastatrices pour l'humanité, c'est pourquoi nous tenons à réaffirmer notre conviction qu'un instrument juridiquement contraignant destiné à préserver le caractère pacifique de l'espace en tant que patrimoine commun de l'humanité est indispensable.

Mon pays partage et soutient fermement les objectifs du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects. Nous souscrivons au document final de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action (A/CONF.192/BMS/2021/1, annexe), et restons déterminés à le mettre en œuvre, en tenant compte du fait que les principales victimes de ces armes sont les femmes et les filles, tant dans les situations de conflit qu'en dehors.

Il faut mettre un terme à tous les investissements consentis en faveur des entreprises qui produisent des armes à sous-munitions, car il s'agit d'armes particulièrement cruelles qui touchent surtout les groupes les plus vulnérables. Nous condamnons également l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. L'Équateur renouvelle son engagement en faveur de l'application permanente de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Nous condamnons en outre le recours croissant à des drones armés et leur perfectionnement. L'Équateur est un pays de paix et, par conséquent, il soutient tous les efforts visant à –

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je suis désolé, le représentant de l'Équateur a épuisé son temps de parole.

Nous avons entendu le dernier orateur dans le du débat thématique pour la présente séance.

Je vais maintenant donner la parole aux orateurs qui ont demandé à exercer leur droit de réponse aux déclarations faites au cours du débat thématique. Je rappelle à toutes les délégations que la première intervention est limitée à cinq minutes et la seconde à trois minutes.

M. Vorontsov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je prends la parole pour répondre à un certain nombre d'accusations injustifiées et dénuées de fondement formulées par la représentante de l'Union européenne et par la délégation néerlandaise à propos de la situation entourant la prétendue affaire Navalny. Certains collègues semblent penser qu'un mensonge répété maintes et maintes fois peut, comme par magie, se transformer en vérité. Nous ne pouvons que leur donner tort : un mensonge restera toujours un mensonge. La vérité demeure inchangée : les pays de l'Union européenne et de l'OTAN imposent obstinément au monde un récit imaginaire sur le prétendu empoisonnement de M. Navalny au moyen d'un agent chimique toxique, tout en gardant cyniquement et délibérément le silence sur le fait que la Fédération de Russie a mis tout en œuvre pour sauver la vie du blogueur russe et pour que celui-ci soit transféré rapidement et sans délai en Allemagne, conformément aux souhaits de son épouse.

La Fédération de Russie a fait preuve de transparence dès le début. Les médecins russes ont communiqué à leurs collègues allemands toutes les données qu'ils avaient recueillies concernant l'état de santé du patient et étaient disposés à poursuivre leur collaboration dans l'intérêt de son prompt rétablissement. En lieu et place d'une coopération mutuelle et d'un effort commun destiné à faire la lumière sur cette affaire, nous n'avons aucune réponse claire et que des faux-fuyants officiels. La Russie s'est exprimée à maintes reprises et dans le détail sur l'affaire Navalny et elle a présenté une analyse factuelle de la situation ainsi qu'une chronologie des événements, lesquelles sont accessibles librement à tout un chacun.

Nous avons par ailleurs signalé à plusieurs reprises de nombreuses incohérences et disparités concernant les actes et les déclarations relatifs à la santé du blogueur russe, notamment de la part de certains

pays qui semblent attacher un intérêt particulier à cette affaire. Ces incohérences apparaissent au grand jour à la lecture des éléments et documents contenus dans la correspondance officielle entre la Fédération de Russie et l'Allemagne, la France, la Suède et le Directeur général du Secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui sont disponibles sur le site Web de l'Organisation en tant que documents de la quatre-vingt-dix-huitième session du Conseil exécutif de l'OIAC. La délégation néerlandaise trouvera d'ailleurs dans ces documents toutes les réponses aux questions qu'elle a soulevées.

Nous voudrions également rafraîchir la mémoire de nos collègues en rappelant que c'est la Russie qui a proposé d'inclure dans les tableaux de produits chimiques de la Convention sur les armes chimiques tous les produits chimiques qui, sur la base des résultats des recherches réalisées dans les laboratoires occidentaux, ont été désignés « Novitchok ». Cependant, les pays de l'Union européenne et de l'OTAN ont fait obstacle à cette initiative en refusant de rendre publiques les formules de ces substances. Le même groupe de pays met à présent tout en œuvre, dans le cadre de l'affaire Navalny, pour que ce produit chimique toxique, prétendument découvert par le laboratoire de la Bundeswehr, ne soit pas inscrit aux tableaux de produits chimiques, sous le prétexte parfaitement saugrenu qu'un risque de prolifération existe, selon eux.

En ce qui concerne la demande soumise le 6 octobre au titre de l'article IX de la Convention sur les armes chimiques, nous espérons recevoir, dans le délai fixé par la Convention, c'est-à-dire avant le 16 octobre, des réponses concrètes de l'Allemagne, de la France et de la Suède, sans lesquelles il ne sera pas possible de confirmer ou de réfuter définitivement la thèse du crime dans l'affaire Navalny.

Nous demandons aux pays de l'Union européenne et de l'OTAN de cesser de porter des accusations non fondées contre les États parties à la Convention sur les armes chimiques qui agissent de bonne foi et de cesser de dénaturer les faits dans le but de promouvoir leurs propres intérêts politiques. Il convient de faire montre d'un sens des responsabilités pour garantir l'avenir de l'OIAC et, partant, le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pour sa part, la Fédération de Russie continuera à rechercher la vérité dans l'affaire Navalny.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur pour cette séance.

Je rappelle de nouveau aux délégations que la liste des orateurs et oratrices pour le débat thématique sera close à 18 heures aujourd'hui. Je rappelle également à toutes les délégations qu'elles ont jusqu'au jeudi 14 octobre, à midi, pour déposer leurs projets de résolution et de décision au titre de tous les points de l'ordre du jour.

La Commission a prévu deux séances pour demain, au cours desquelles nous poursuivrons le débat thématique sur les groupes de questions combinés 1,

2, 3 et 4. Le Président de l'Assemblée générale s'adressera à la Commission au début de la séance de l'après-midi. Conformément à la résolution 54/280 de l'Assemblée générale, la Commission entendra également une déclaration vidéo préenregistrée du Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

La séance est levée à 12 h 50.